

**Version PLF 2017  
Texte définitif  
+PLFR adopté en nouvelle  
lecture par l'AN**

# **PROJET DE LOI DE FINANCES 2017 ET LE PLFR 2016**

**Document réalisé par Jean-Pierre COBLENTZ  
et l'équipe de Stratorial Finances**

Contacts :

06 13 17 12 04

[jean-pierre.coblentz@stratorial-finances.fr](mailto:jean-pierre.coblentz@stratorial-finances.fr)

[www.stratorial-finances.fr](http://www.stratorial-finances.fr)

13 rue de Charenton  
75012 PARIS

Tél. : 01 42 60 15 18 - Fax : 01 42 60 15 73

58 cours Becquart Castelbon  
BP 346 • 38509 VOIRON cedex

Tél. : 04 76 06 10 00 - Fax : 04 76 06 33 76

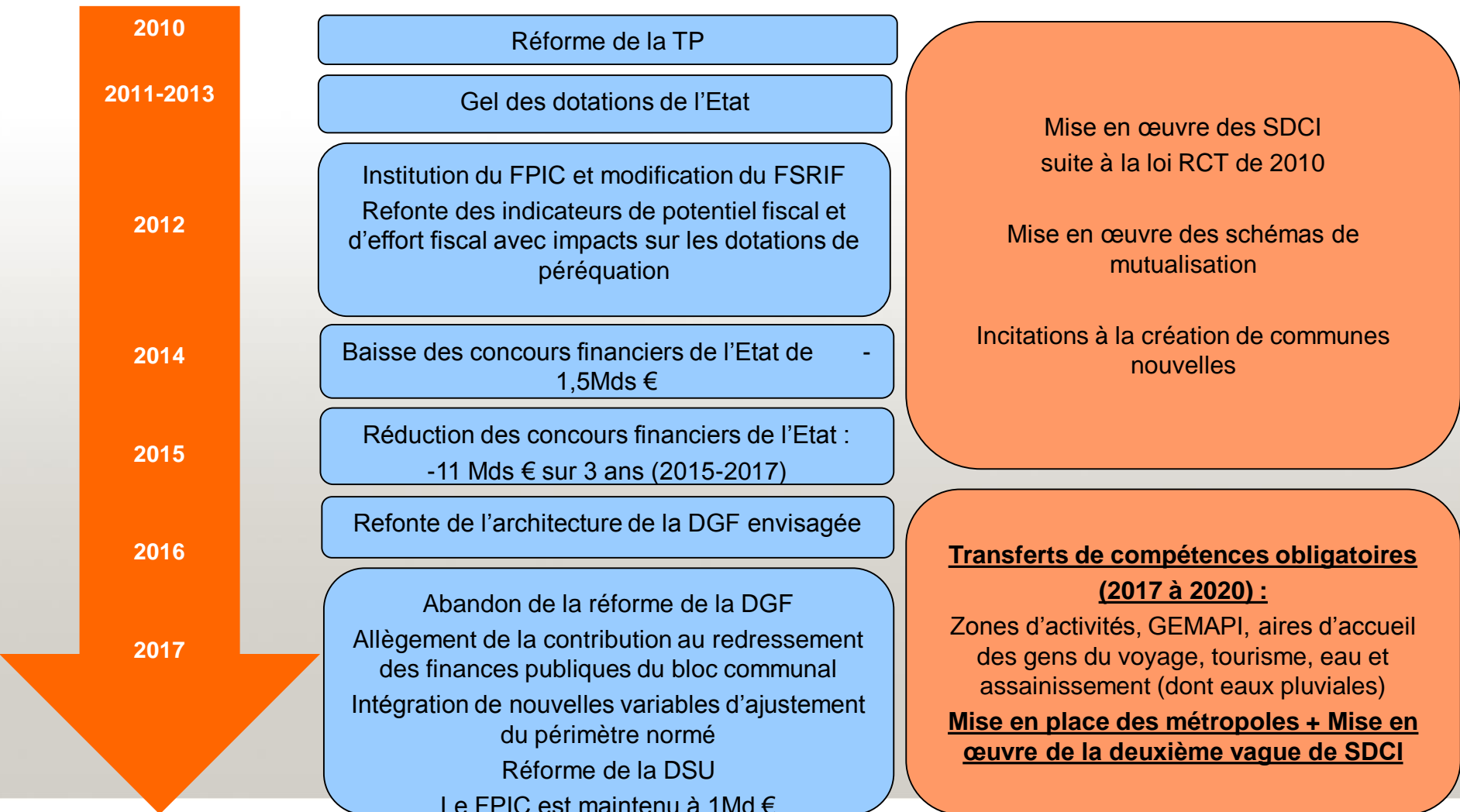
# SOMMAIRE

- L'objectif de réduction des déficits publics Page 5
- Les dotations de l'Etat Page 12
- La péréquation horizontale Page 63
- Mesures diverses Page 73

# 7 ANNEES DE REFORMES ET UNE CONTRAINTE ACCRUE SUR LES BUDGETS LOCAUX « ADAPTEE » PAR LE PLF 2017

## Volet financier et fiscal

## Volet organisationnel



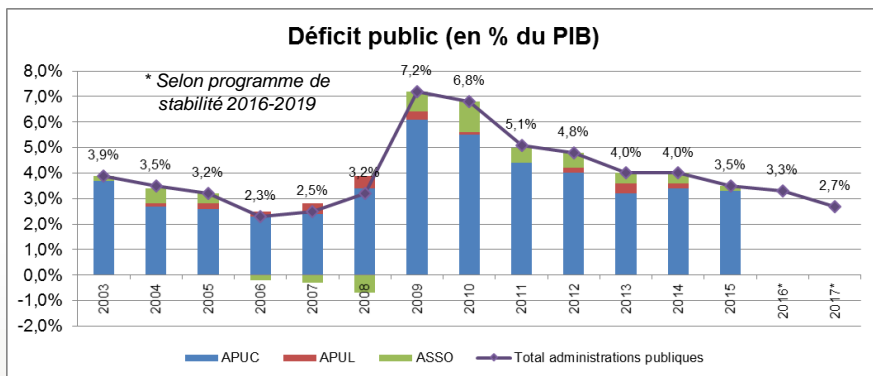
## SYNTHESE

Le projet de loi de finances 2017 s'inscrit dans la continuité de la baisse des concours financiers caractérisée par plusieurs subtilités :

- Une accentuation de l'effort demandé aux départements et aux régions (maintien de la contribution au redressement des finances publiques et intégration de nouvelles dotations parmi les variables d'ajustement dont la DCRTP)
- Une réduction de la contribution au redressement des finances publiques pour le bloc communal au regard de ce qui était initialement prévu mais une accentuation des baisses de compensations d'exonérations fiscales, à l'exception de la compensation d'exonération TH qui va s'accroître en raison de la baisse des bases 2016 ainsi que la réduction du FDPTP.
- Si la réforme de la DGF du bloc communal est annulée, des modifications significatives sont enregistrées s'agissant de la DGF communale. L'écrêtement de la dotation forfaitaire est désormais plafonné en fonction des recettes de fonctionnement. Par ailleurs, les dotations de péréquation (DSU et DSR) bénéficient d'un abondement historiquement élevé et la DSU est réformée avec une réduction du nombre de bénéficiaires, une modification de la pondération des critères d'éligibilité et de répartition et la suppression de la notion de DSU cible au détriment des communes concernées mais avec un versement progressif pour l'ensemble des communes éligibles
- L'enveloppe du FPIC est maintenue à 1 Md € mais les situations individuelles seront très significativement modifiées en raison de la refonte du paysage intercommunal au 1<sup>er</sup> janvier 2017 en application des SDCI.
- Le coefficient de revalorisation des valeurs locatives est limité à 0,4% en 2017, taux historiquement faible.

**L'OBJECTIF DE REDUCTION DES DEFICITS  
PUBLICS ET LE RENFORCEMENT  
DE LA CONTRAINTE SUR LES COLLECTIVITES  
TERRITORIALES**

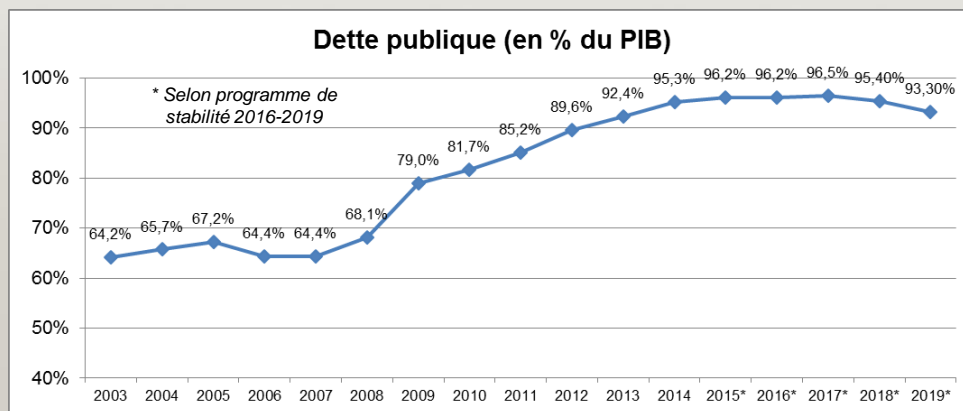
# LA TRAJECTOIRE DE REDUCTION DES DEFICITS



- Le déficit public passerait sous le seuil des 3% en 2017 et la croissance de la dette ralentirait.
- Mais le Haut Conseil des finances publiques estime « improbables les réductions des déficits prévues par le PLF 2017 (...). Sur la base des informations dont il dispose, il considère comme incertain le retour en 2017 du déficit nominal sous le seuil de 3 points du PIB ». (Avis n°2016-3)
- En effet, il considère que les prévisions de croissance du Gouvernement pour 2016 et 2017 (1,5% chaque année) sont « un peu élevées au regard des informations connues et supérieures à la plupart des autres prévisions disponibles ». Par ailleurs, il réside un « risque supérieur sur les dépenses 2017 par rapport aux années précédentes (caractère irréaliste des économies prévues sur l'Unédic, fortes incertitudes sur la réalisation des économies de grande ampleur prévues sur l'ONDAM, incertitudes également sur l'évolution des dépenses de l'État et des collectivités territoriales, incidences possibles sur le solde public des recapitalisations annoncées des entreprises publiques du secteur énergétique) ».

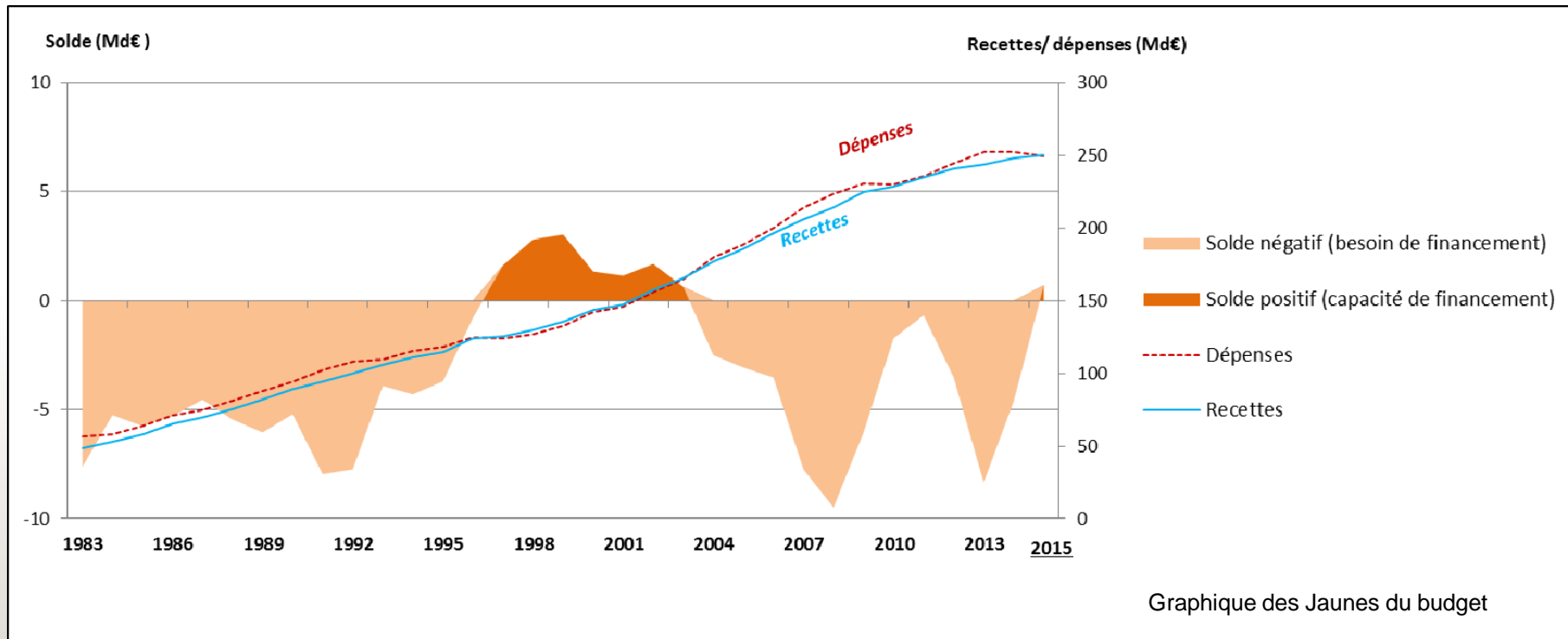
AGREGATS 2015 (en milliards d'euros)		
	Déficit	Dette
Total	-76,5	2 097,4
- dont Etat (+ODAC)	-72,4	1 680,6
- dont Col locales (APUL)	0,7	196,5
- dont sécurité sociale	-4,8	220,3

AGREGATS 2015 (en % du PIB)		
	Déficit	Dette
Total	-3,5%	96,2%
- dont Etat (+ODAC)	-3,3%	77,1%
- dont Col locales (APUL)	0,0%	9,0%
- dont sécurité sociale	-0,2%	10,1%



**Dette publique à fin juin 2016 : 2 170,6 Mds€ soit 98,4% du PIB**

# LE RETOUR A L'EXCEDENT DE FINANCEMENT DES APUL



Le retour à l'excédent en 2015 est d'abord lié à un recul des dépenses de 1,3% par rapport à 2014 :

- Les dépenses d'investissement ont diminué de 4,6 Md€ par rapport à 2014 (soit -10 %, après -8,4 % en 2014),
- L'évolution des dépenses de fonctionnement a été limitée à 1,9Mds€ (soit 0,94%). Evolution favorisée par une baisse des consommations intermédiaires (-1% en raison de l'inflation 0%) et du freinage de la hausse des dépenses de personnel (+2,1% contre 3,7% en 2014).

Le retour à l'excédent s'explique également par la croissance des recettes de 0,8% malgré la baisse des concours financiers de l'Etat qui s'explique par le dynamisme de la fiscalité.

## LES DEPENSES DE L'ETAT EN 2017 ET LE DEFICIT PREVISIONNEL

	LFI 2016	PLF 2017 (format constant)
Dépenses de l'Etat hors dette et pensions	224,7	232,1
Concours collectivités territoriales	50,3	47,4
PSR union européenne	20,2	19,1
<b>Dépenses hors dette et pensions</b>	<b>295,2</b>	<b>298,6</b>
Intérêts de la dette	44,5	41,8
Pensions	46,2	48,0
<b>Total charges dette + pensions</b>	<b>90,7</b>	<b>89,8</b>
<b>Total dépenses de l'Etat</b>	<b>385,9</b>	<b>388,3</b>

Déficit  
69,3 Mds

Les concours financiers aux collectivités locales sont une des principales explications de la limitation des dépenses globales qui augmentent tout de même en 2017. Le déficit public prévisionnel (yc Sécurité Sociale et Collectivités locales par ailleurs en excédent en 2015) est ramené à 2,7% du PIB en 2017... la réalité dépendra du taux de croissance (le budget a été élaboré sur une base de 1,5% d'augmentation du PIB, soit un niveau supérieur aux estimations actuelles).

Déficit prévisionnel 2017  
du budget de l'Etat

# **LES EFFETS DU PACTE DE RESPONSABILITE ET DE SOLIDARITE POUR LES COLLECTIVITES LOCALES**

## LA MISE EN PLACE DU PACTE DE RESPONSABILITE ET DE SOLIDARITE DANS UN CONTEXTE ECONOMIQUE DEGRADE

- Le Pacte de responsabilité et de solidarité souhaité par le Gouvernement s'accompagne d'une maîtrise accrue de la dépense publique qui trouve sa traduction dans l'article 7 de la loi de programmation pluriannuelle des finances publiques adoptée fin 2014. Celui-ci fixe les objectifs d'évolution en valeur des sous-secteurs des administrations publiques :

	2014	2015	2016	2017
Administrations publiques, hors crédits d'impôts dont :	1,4%	1,1%	1,9%	1,8%
<i>Administrations publiques centrales</i>	0,4%	0,3%	0,8%	0,4%
<i>Administrations publiques locales</i>	1,2%	0,3%	1,8%	1,9%
<i>Administrations de sécurité sociale</i>	2,3%	0,8%	2,1%	2,3%

- L'article 14 de la LPFP prévoit la poursuite de la réduction des concours financiers de l'État alloués aux collectivités territoriales sur la période 2015-2017 pour atteindre l'objectif fixé. À l'horizon 2017, la réduction des dotations devait atteindre 11 Mds € qui s'ajoutent aux 1,5Mds de 2014.

	2014	2015	2016	<del>2017 avant PLF</del>	2017 avec PLF
Évolution en Mds €	-1,50	-3,67	-3,67	<del>-3,67</del>	-2,66

- Toutefois en 2017, le Gouvernement maintient la contribution des collectivités au redressement des finances publiques, en **allégeant la part supportée par le bloc communal** dont la contribution passe de 2,07Mds € à 1,035Md € ce qui ramène la contribution globale des collectivités locales à 2,7Mds€ pour 2017.

# L'APPLICATION DE L'OBJECTIF INDICATIF D'EVOLUTION DE LA DEPENSE PUBLIQUE LOCALE (ARTICLE 11 LPPFP)

- La loi de programmation pluriannuelle des finances publiques 2014-2019 associe étroitement les collectivités territoriales à l'effort de redressement des comptes publics.
- A cet effet, l'article 11 introduit un **objectif indicatif d'évolution de la dépense publique locale (ODEDEL)** :

	2014	2015	2016	2017
Dépense publique locale	1,2%	0,5%	1,9%	2,0%
<i>Dont dépenses de fonctionnement</i>	2,8%	2,0%	2,2%	1,9%

Réalisé	2014	2015
Dépense publique locale	-0,2%	0,3%
<i>Dont dépenses de fonctionnement</i>	2,5%	1,7%

- En 2015, le **ralentissement de la dépense publique des APUL a été plus marqué que prévu que celui fixé par la LPPF** :
- Ces évolutions ont été permises par :
  - Le contexte de faible inflation qui a induit un repli des consommations intermédiaires
  - Le net ralentissement des dépenses de rémunération (+2,1% contre +3,7% en 2014)
  - Le cycle électoral (recul de 10% des dépenses d'investissement par rapport à 2014) et une forme d'attentisme suscitée par les élections départementales et régionales de 2015, et par les évolutions institutionnelles engagées par la loi NOTRe et la réduction des concours financiers de l'Etat

# L'ODEDEL EN 2017

<b>OBJECTIF ODEDEL PAR SECTEUR EN 2017 (rappel 2016)</b>		
	dépenses dans leur ensemble	Dépenses de fonctionnement
Total collectivités territoriales et leur établissements publics	2,0% (1,2%)	1,7% (1,6%)
Communes	2,1% (1,0%)	1,3% (1,3%)
EPCI	2,1% (0,6%)	1,3% (0,7%)
Départements	2,2% (1,9%)	(2,6%) 2,7%
Régions	0,8% (0,4%)	1,1% (0,6%)

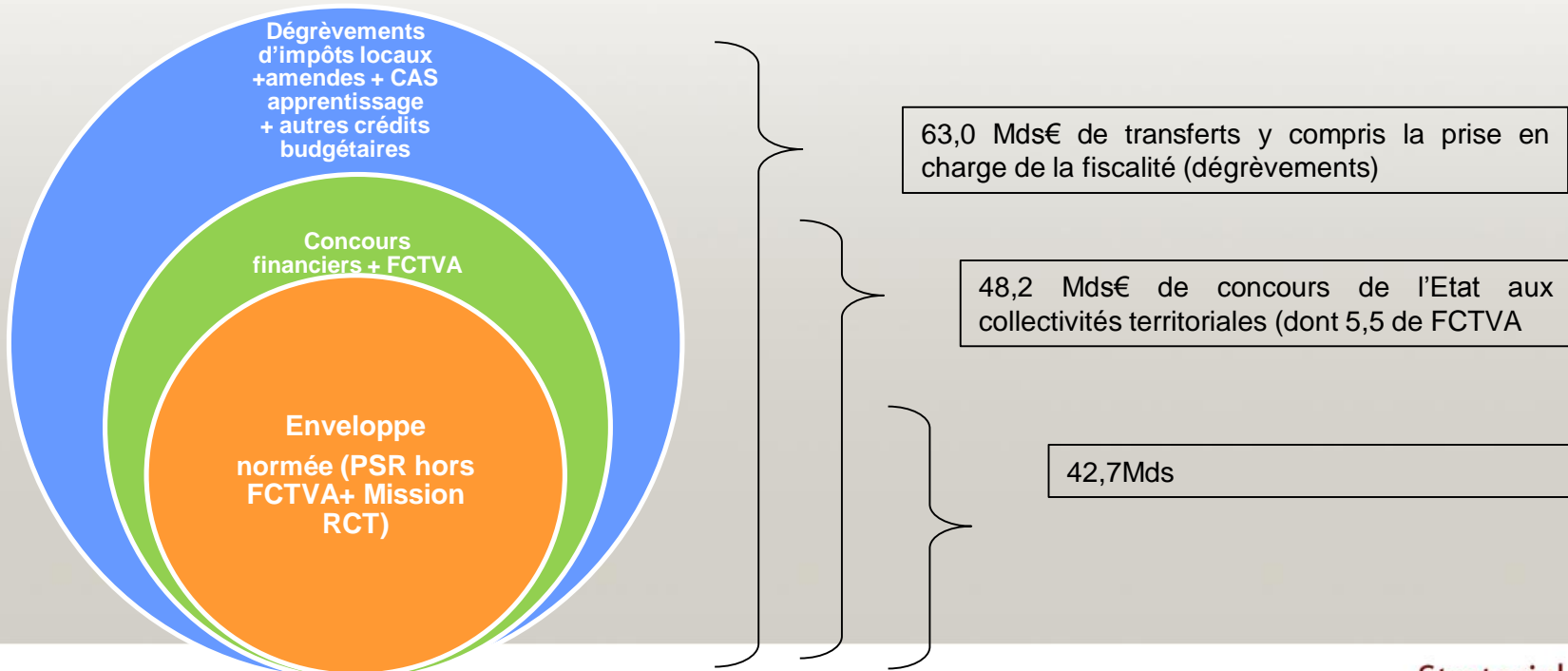
# LES DOTATIONS DE L'ETAT

***LES DOTATIONS DE L'ETAT  
DANS LEUR ENSEMBLE***

# 2017 : ADAPTATIONS APPORTEES POUR LE SECTEUR COMMUNAL

EVOLUTION TRANSFERTS FINANCIERS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES (en Mds €)			
	LFI 2015	LFI 2016	PLF 2017
ENVELOPPE NORMEE DONT DGF, COMPENSATIONS D'EXONERATION, MISSION RCT	47,9	44,9	42,7
FCTVA	5,6	6,0	5,5
<b>TOTAL CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>53,5</b>	<b>51,0</b>	<b>48,2</b>
<b>DEGREVEMENTS ET AUTRES</b>	<b>13,8</b>	<b>14,2</b>	<b>14,8</b>
<b>TRANSFERTS FINANCIERS DE L'ETAT HORS FISCALITE TRANSFEREE</b>	<b>67,3</b>	<b>65,2</b>	<b>63,0</b>

**EFFET DE LA CONTRIBUTION REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES** qui est atténué en 2017 en lien avec l'allègement de la contribution initialement prévue pour les communes. Poursuite des mesures de soutien à l'investissement.

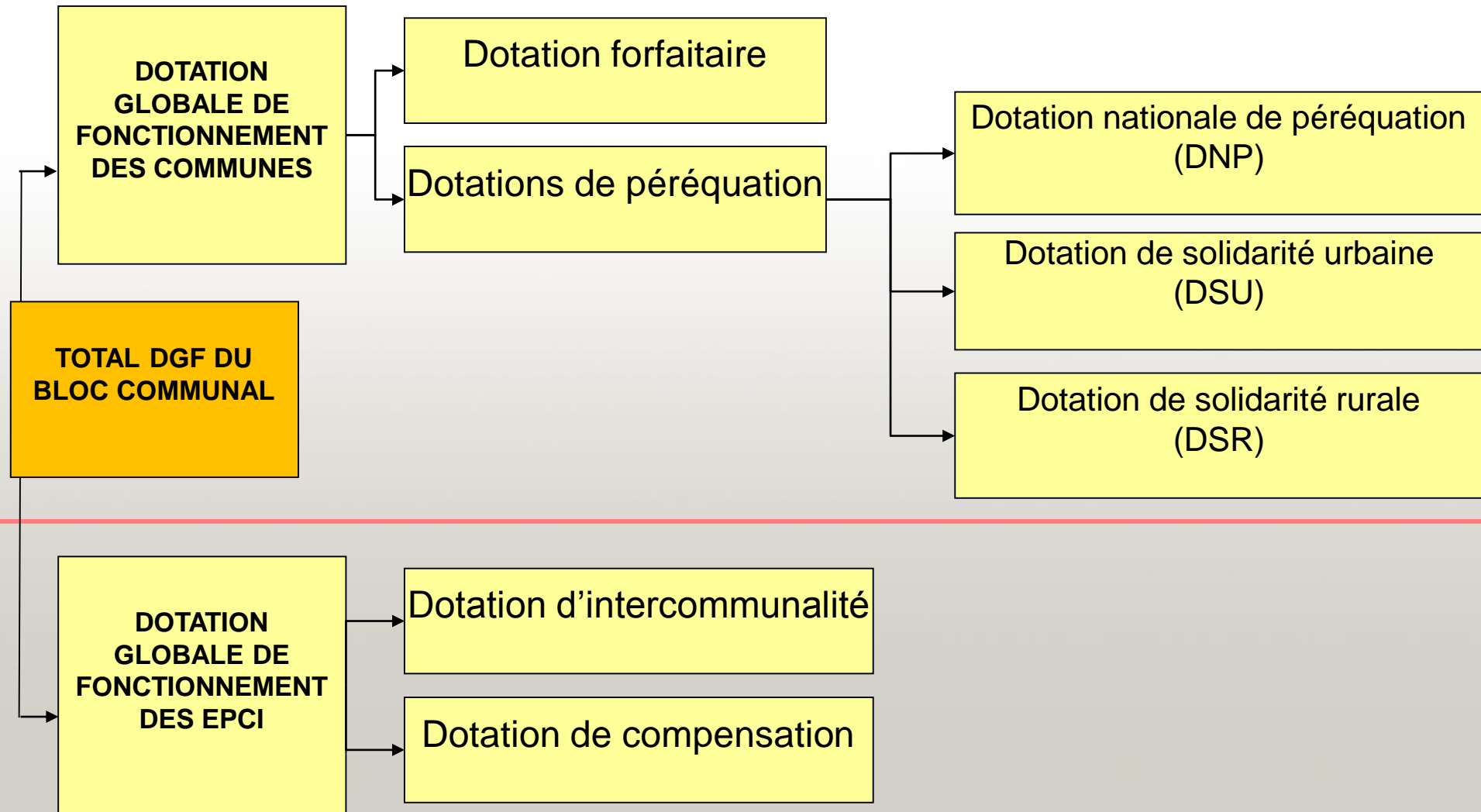


# L'EVOLUTION DES CONCOURS FINANCIERS INTEGRES DANS L'ENVELOPPE NORMEE (CONCOURS FINANCIERS HORS FCTVA)

<b>En Millions d'euros</b>	<b>Exécution 2015</b>	<b>LFI 2016</b>	<b>PLF 2017</b>	<b>1ère lecture AN 2017</b>	<b>2ème lecture 2017</b>
Dotation globale de fonctionnement	36 645	33 222	30 861	30 892	30 860
Dotations diverses	1 782	1 781	1 779	1 779	1 779
Compensations fiscales	2 730	2 392	2 945	2 945	2 920
Reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	425	423	329	254	389
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	3 324	3 324	2 849	3 007	3 007
Mission RCT	2 989	3 804	3 726	3 726	3 726
<b>Total concours sous enveloppe</b>	<b>47 896</b>	<b>44 946</b>	<b>42 488</b>	<b>42 603</b>	42 680

***LA DOTATION GLOBALE DE  
FONCTIONNEMENT DANS SON ENSEMBLE***

# UNE ARCHITECTURE DE LA DGF DU BLOC COMMUNAL INCHANGÉE EN 2017 (REFORME DEFINITIVEMENT ANNULÉE)



# LA DGF ET SON INCIDENCE SUR L'ENVELOPPE NORMEE ET LES VARIABLES D'AJUSTEMENT

Détermination de la DGF avant correction en Millions d'euros	
DGF LFI 2016	33 222
Contribution au redressement des finances publiques (CRFP)	-2 635
DGF 2017 avant corrections	30 587

Détail CRFP	
secteur communal	1 036
Départements	1 148
Régions	451
Total	2 635

Abondements assumés par l'Etat	
Régularisation DGF négative	38
Divers	2
Abondement dotations CA (après amendement)	70
Total abondement assumés par l'Etat	110

Abondements à financer par les variables d'ajustement	
Abondement crédits péréquation (DSU et DSR)	159
Abondement crédits DSR (après amendement)	32
Divers	3
Total abondements à financer par les variables d'ajustement	194

Réduction DGF des départements (mesure périmètre)	31
---	----

DGF 2017	30 860
----------	--------

# LE BESOIN DE FINANCEMENT INTERNE A LA DGF DU BLOC COMMUNAL

Besoin de financement à couvrir	
Augmentation des crédits péréquation	360
Effet SDCI + communes nouvelles	100
Complément CA	70
Effet recensement	30
<b>Total besoin de financement DGF</b>	<b>560</b>

Financements externes	
Financement par périmètre normé	180
Financement des CA par l'Etat	70
<b>Total financements</b>	<b>250</b>

Autofinancement par les "variables d'ajustement interne" à la DGF	310
---	-----

# MODALITES DE REPARTITION DE L'EFFORT DE REDUCTION ENTRE LES TROIS CATEGORIES DE COLLECTIVITES

- En 2017, la répartition de l'effort entre les trois catégories de collectivités (bloc communal, départements et régions) est adaptée pour tenir compte de l'hétérogénéité des situations rencontrée par chaque catégorie de collectivités.
- Ainsi, afin de soutenir la reprise de l'investissement du bloc communal, l'effort demandé aux communes et à leurs groupements est ramené à 1,035Mds € pour 2017, contre 2,071Mds € en 2015 et 2016.

Répartition de l'effort entre les catégories de collectivités territoriales		
Catégories de collectivités	En Md€	En % du total
Bloc communal	1,035	39%
Départements	1,148	44%
Régions	0,451	17%
<b>Total</b>	<b>2,634</b>	<b>100%</b>

- La répartition au sein du bloc communal est prévue au prorata des parts respectives des communes et des EPCI à fiscalité propre dans le total des recettes réelles de fonctionnement du bloc communal en 2011.

Répartition de l'effort au sein du bloc communal		
Répartition de l'effort	En Md€	En % du total
Communes	0,725	70,00%
EPCI	0,311	30,00%
<b>Total</b>	<b>1,035</b>	<b>100,00%</b>

Clé de répartition identique à celle de 2014, 2015 et 2016

# LA DOTATION FORFAITAIRE

# DETERMINATION DE LA DOTATION FORFAITAIRE 2017 DES COMMUNES : UN CALCUL EN PLUSIEURS TEMPS

PLF 2017  
Art 138

Base du calcul

DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES 2016

+/-


Un montant de 64,46 € à 128,93 € par habitant en fonction du coefficient logarithmique de variation de la population entre N et N-1

1

- Pour les communes dont le potentiel fiscal par habitant (pop. Multipliée par un coefficient qui dépend de la population est supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen, le montant est écrêté
- L'écrêtement est plafonné à **1%\*** des recettes de fonctionnement corrigées de l'exercice n-2

L'écrêtement ne se fait plus seulement sur le complément de garantie, mais de manière globalisée

2

 \* Ce dispositif adopté par amendement de la Commission des finances se substitue au dispositif de plafonnement en fonction de la dotation forfaitaire (4% dans le PLF initial et 3% en 2016).

- Calcul de la contribution au redressement des finances publiques (environ 0,94% des recettes de fonctionnement 2015, corrigées des produits exceptionnels et des produits tirés de la mutualisation).

3

# COMMENTAIRE SUR LE NOUVEAU SYSTÈME D'ECRETEMENT

PLF 2017  
Art 59

- Le plafonnement de l'écrêtement de la dotation forfaitaire est désormais calculé de la même manière que la contribution au redressement des finances publiques.
- Ce système a pour vocation de niveler davantage l'écrêtement qui, dans sa version 2016 s'appliquait pour une majorité de communes concernées sur la base d'un plafonnement de 3% de la dotation forfaitaire.
- Le nouveau système ne résout pas totalement la question de la contre-péréquation :
  - Certes le plafonnement en fonction des recettes de fonctionnement et plus de la dotation forfaitaire permettra un financement plus important par les communes peu dotées en DGF dont les ressources sont plus importantes.
  - Cependant, il y a un effet trappe puisque les communes ne sont par définition plus écrêtées dès lors que leur dotation forfaitaire est devenue nulle soit en raison de la contribution au redressement des finances publiques soit de l'application de l'écrêtement dans la limite de 1%
- La contribution se déduit de la dotation forfaitaire. A l'issue de ces 4 années les communes ont supporté un prélèvement 4,2Mds d'euros, soit plus de 4% de leurs recettes de fonctionnement brutes.

## QUELS IMPACTS DE L'ECRETEMENT ?

- Le montant global prélevé sur la dotation forfaitaire des communes de la Métropole de Bordeaux s'établit selon nos premières estimations à plus de 3,2M€.

	Montant de l'écrêtement	% des recettes réelles de fonctionnement de n-2
AMBARES-ET-LAGRAVE	-73 052	0,46%
AMBES	-42 929	0,76%
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	-47 227	0,62%
BASSENS	-93 793	0,71%
BEGLES	-121 114	0,34%
BLANQUEFORT	-171 581	0,68%
BORDEAUX	-944 156	0,25%
BOULIAC	-31 303	0,97%
BOUSCAT	-80 546	0,31%
BRUGES	-104 147	0,49%
CARBON-BLANC	-46 763	0,58%
CENON	-64 072	0,21%
EYSINES	-74 838	0,35%
FLOIRAC	-63 689	0,29%
GRADIGNAN	-97 076	0,35%
HAILLAN	-79 737	0,58%
LORMONT	-71 439	0,23%
MARTIGNAS-SUR-JALLE	-51 821	0,54%
MERIGNAC	-319 283	0,37%
PAREMPUYRE	-32 606	0,47%
PESSAC	-171 724	0,27%
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	-43 068	0,70%
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	-10 095	0,66%
SAINT-MEDARD-EN-JALLES	-163 590	0,45%
SAINT-VINCENT-DE-PAUL	-5 554	0,76%
TAILLAN-MEDOC	-40 447	0,48%
TALENCE	-78 844	0,19%
VILLENAVE-D'ORNON	-98 025	0,29%
<b>TOTAL</b>	<b>-3 222 519</b>	

Comparaison des niveaux d'écrêtement

	Écrêtement selon dotation forfaitaire n-1	Écrêtement selon le niveau de recettes de fonctionnement	Écart en €	Variation en %
AMBARES-ET-LAGRAVE	-44 182	-73 052	-28 870	65,3%
AMBES	-1 717	-42 929	-41 212	2400,2%
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	-20 479	-47 227	-26 748	130,6%
BASSENS	-11 733	-93 793	-82 060	699,4%
BEGLES	-118 492	-121 114	-2 622	2,2%
BLANQUEFORT	-29 403	-171 581	-142 178	483,5%
BORDEAUX	-944 156	-944 156	0	0,0%
BOULIAC	-7 731	-31 303	-23 572	304,9%
BOUSCAT	-80 546	-80 546	0	0,0%
BRUGES	-39 466	-104 147	-64 681	163,9%
CARBON-BLANC	-20 628	-46 763	-26 135	126,7%
CENON	-64 072	-64 072	0	0,0%
EYSINES	-74 838	-74 838	0	0,0%
FLOIRAC	-63 689	-63 689	0	0,0%
GRADIGNAN	-95 083	-97 076	-1 993	2,1%
HAILLAN	-18 186	-79 737	-61 551	338,5%
LORMONT	-71 439	-71 439	0	0,0%
MARTIGNAS-SUR-JALLE	-35 279	-51 821	-16 542	46,9%
MERIGNAC	-250 905	-319 283	-68 378	27,3%
PAREMPUYRE	-28 194	-32 606	-4 412	15,6%
PESSAC	-171 724	-171 724	0	0,0%
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	-14 933	-43 068	-28 135	188,4%
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	-8 735	-10 095	-1 360	15,6%
SAINT-MEDARD-EN-JALLES	-76 652	-163 590	-86 938	113,4%
SAINT-VINCENT-DE-PAUL	-3 491	-5 554	-2 063	59,1%
TAILLAN-MEDOC	-26 064	-40 447	-14 383	55,2%
TALENCE	-78 844	-78 844	0	0,0%
VILLENAVE-D'ORNON	-98 025	-98 025	0	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>-2 498 686</b>	<b>-3 222 519</b>	<b>-723 833</b>	<b>29,0%</b>

## COMPARAISON DES NIVEAUX D'ECRETEMENT

- Le plafonnement en fonction des ressources de fonctionnement induit une augmentation des impacts pour les communes de plus de 700K€.

## LA CONTRIBUTION AU REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES

- La réduction appliquée à la DGF en 2014, 2015 et 2016 est sanctuarisée.
- La réduction supplémentaire prévue en 2017 résulte de l'application d'un taux aux recettes de fonctionnement corrigées de 2015 (recettes réelles de fonctionnement nettes des produits exceptionnels, des atténuations de produits et des recettes liées à la mutualisation).
- Un amendement adopté prévoit l'intégration des budgets annexes dans l'assiette du calcul ce qui conduira à une réduction du taux prévu ci-dessous mais les conditions d'application resteront à préciser (par exemple : n'est pas prévue la déduction des flux croisés dans la rédaction actuelle).

Taux applicable aux recettes n-2	communes	EPCI
2014	0,740%	1,050%
2015	1,841%	2,505%
2016	1,868%	2,480%
2017	0,94%	1,24%

- La contribution se déduit de la dotation forfaitaire. A l'issue de ces 4 années les communes ont supporté un prélèvement 4,2Mds d'euros, soit plus de 4% de leurs recettes de fonctionnement brutes.

<b>Contribution au redressement des finances publiques</b>	
AMBARES-ET-LAGRAVE	-149 178
AMBES	-52 936
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	-71 698
BASSENS	-123 240
BEGLES	-333 796
BLANQUEFORT	-235 866
BORDEAUX	-3 565 230
BOULIAC	-30 123
BOUSCAT	-245 433
BRUGES	-201 086
CARBON-BLANC	-75 051
CENON	-291 660
EYSINES	-199 090
FLOIRAC	-204 223
GRADIGNAN	-261 590
HAILLAN	-128 385
LORMONT	-292 438
MARTIGNAS-SUR-JALLE	-89 770
MERIGNAC	-814 669
PAREMPUYRE	-64 716
PESSAC	-591 200
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	-57 718
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	-14 357
SAINT-MEDARD-EN-JALLES	-341 966
SAINT-VINCENT-DE-PAUL	-6 849
TAILLAN-MEDOC	-79 035
TALENCE	-387 083
VILLENAVE-D'ORNON	-314 400
<b>TOTAL COMMUNES</b>	<b>-9 222 787</b>
<b>TOTAL BORDEAUX METROPOLE</b>	<b>-7 169 961</b>
<b>TOTAL TERRITOIRE</b>	<b>-16 392 747</b>

## QUELS IMPACTS DE LA CONTRIBUTION AU REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES 2017

- Selon nos premières estimations, le territoire subira un prélèvement au titre de la contribution au redressement des finances publiques sur le montant de la dotation forfaitaire (commune) ou la dotation d'intercommunalité d'environ 16,4M€.

# ILLUSTRATION

Recettes de fonctionnement corrigées de référence (2014)	Taux multiplicatif	Contribution 2016
9 451 602	1,87%	176 556

Recettes de fonctionnement corrigées de référence (2015)	Taux multiplicatif	Contribution 2017
9 385 493	0,94%	88 224

2016		
Dotation	Montant	Observation
Total dotation forfaitaire avant contribution au redressement des finances publiques	1 151 368	
Contribution au redressement des finances publiques	176 556	1,87% recettes corrigées 2014*
<b>Dotation forfaitaire notifiée</b>	974 812	

2017		
Dotation	Montant	Observation
Total dotation forfaitaire 2016	974 812	La base de calcul de la DGF 2017 correspond au montant net perçu en 2016
+Correctif de population	11 512	Entre 64,46 et 128,92€/hab
<b>Total dotation forfaitaire avant écrêtement</b>	986 324	
- écrêtement dans la limite de 1% des RRF	29 590	
<b>Total dotation forfaitaire avant prélèvement</b>	<b>956 734</b>	
<b>Contribution à la réduction des déficits publics 2015 (en fonction des recettes de fonctionnement)*</b>	<b>88 224</b>	0,94% recettes corrigées 2015*
<b>Dotation forfaitaire notifiée</b>	<b>868 511</b>	-10,90%

# EVOLUTION DE LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES

Évolution de la dotation forfaitaire à percevoir				
	2016	2017 (si signe - = prélèvement sur les recettes fiscales)	Ecart en €	Variation en %
AMBARES-ET-LAGRAVE	1 104 538	882 308	-222 230	-20,12%
AMBES	42 929	-52 936	-95 865	-223,31%
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	511 968	393 043	-118 925	-23,23%
BASSENS	293 321	76 288	-217 033	-73,99%
BEGLES	2 962 288	2 507 378	-454 910	-15,36%
BLANQUEFORT	735 073	327 626	-407 447	-55,43%
BORDEAUX	39 901 678	35 392 292	-4 509 386	-11,30%
BOULIAC	193 267	131 841	-61 426	-31,78%
BOUSCAT	2 782 872	2 456 893	-325 979	-11,71%
BRUGES	986 638	681 405	-305 233	-30,94%
CARBON-BLANC	515 702	393 888	-121 814	-23,62%
CENON	3 574 924	3 219 192	-355 732	-9,95%
EYSINES	2 221 693	1 947 765	-273 928	-12,33%
FLOIRAC	2 537 104	2 269 192	-267 912	-10,56%
GRADIGNAN	2 377 068	2 018 402	-358 666	-15,09%
HAILLAN	454 640	246 518	-208 122	-45,78%
LORMONT	3 435 828	3 071 951	-363 877	-10,59%
MARTIGNAS-SUR-JALLE	881 980	740 389	-141 591	-16,05%
MERIGNAC	6 272 615	5 138 663	-1 133 952	-18,08%
PAREMPUYRE	704 858	607 536	-97 322	-13,81%
PESSAC	6 639 772	5 876 848	-762 924	-11,49%
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	373 336	272 550	-100 786	-27,00%
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	218 371	193 919	-24 452	-11,20%
SAINT-MEDARD-EN-JALLES	1 916 295	1 410 739	-505 556	-26,38%
SAINT-VINCENT-DE-PAUL	87 284	74 881	-12 403	-14,21%
TAILLAN-MEDOC	651 589	532 107	-119 482	-18,34%
TALENCE	5 405 204	4 939 277	-465 927	-8,62%
VILLENAVE-D'ORNON	3 279 833	2 867 408	-412 425	-12,57%
<b>TOTAL COMMUNE</b>	<b>91 062 668</b>	<b>78 617 362</b>	<b>-12 445 306</b>	<b>-13,67%</b>

**PLF 2017**  
**Art 33**

# L'EVOLUTION DE LA PEREQUATION VERTICALE

- Le projet de loi de finances 2017 prévoit initialement une hausse de la péréquation verticale (DSR,DSU) de 297 M€ (180 M€ sur la DSU et 117 M€ sur la DSR). Un amendement gouvernemental a prévu une hausse de 63 M€ complémentaire de la DSR pour ramener sa progression 2017 à hauteur de celle de la DSU (+180M€).
- Les dotations de péréquation représentent désormais plus du tiers de la DGF des communes (12,8M€) contre moins de 15% en 2007.

En M€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Dotation de solidarité urbaine (DSU)	760	880	1 000	1 094	1 164	1 234	1 311	1 371	1 491	1 551	1 731	1 911	2 091
Dotation de solidarité rurale (DSR)	503	572	650	712	757	802	852	891	969	1 008	1 125	1 242	1 422
Dotation nationale de péréquation (DNP)	632	653	663	689	699	713	756	764	774	784	794	794	794
<b>Total dotation de péréquation communes</b>	<b>1 895</b>	<b>2 105</b>	<b>2 313</b>	<b>2 495</b>	<b>2 620</b>	<b>2 749</b>	<b>2 919</b>	<b>3 026</b>	<b>3 234</b>	<b>3 343</b>	<b>3 650</b>	<b>3 947</b>	<b>4 307</b>
<i>Surplus annuel</i>		210	208	182	125	129	170	107	208	109	307	297	360
<i>Surplus annuel en %</i>		11,1%	9,9%	7,9%	5,0%	4,9%	6,2%	3,7%	6,9%	3,4%	9,2%	8,1%	9,1%
<i>Surplus annuel cumulé</i>		11,1%	22,1%	31,7%	38,3%	45,1%	54,0%	59,7%	70,7%	76,4%	92,6%	108,3%	127,3%

# ***LA REFORME DE LA DSU***

PLF 2017  
Art 138

# LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE ELIGIBILITE

- Il est instauré une modification des pondérations de l'indice synthétique de ressources et de charges pour l'éligibilité à la DSU. **Une part plus importante de l'indice est dorénavant accordée au critère du revenu au détriment du potentiel financier.**

Critères indice DSU	Pondération des critères 2016	Pondération des critères LFI 2017
Potentiel financier par habitant	45%	<b>30%</b>
Part des logements sociaux	15%	15%
Part des APL dans les logements	30%	30%
Revenu par habitant	10%	<b>25%</b>

- De plus, les communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur de plus de 2.5 fois à leur potentiel financier moyen par habitant de leur groupe démographique seront de facto exclues de la DSU.
  - Au regard des données de 2016, cette mesure devrait toucher au maximum une seule commune.*

# LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE REPARTITION

PLF 2017  
Art 138

Eligibilité en fonction du positionnement par rapport à l'indice synthétique de ressources et de charges

2016

**Communes non éligibles :**

*Rang supérieur à 751*

**Communes éligibles :**

*Rang inférieur à 751*



**Répartition en 3 groupes :**

**DSU cible :**

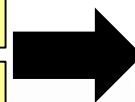
*Commune dont le rang est compris entre 1 et 250*

**Evolution selon inflation**

*Commune dont le rang est compris entre 251 et 501 (1/2 des cnes de la strate)*

**Figée :**

*Commune dont le rang est compris entre 501 et 751*



2017

**Réduction du nombre de bénéficiaires à la DSU :**

**2/3 des communes de 10 000 habitants avec le plus fort indice synthétique, soit 668 communes.**

**SUPPRESSION des groupes et des différents seuils de répartition de la DSU.**

**La hausse annuelle de la DSU est répartie entre toutes les communes éligibles en fonction :**

- de leur positionnement à l'indice synthétique
- pondéré par un coefficient multiplicateur allant de 0,5 à 4.

- L'éligibilité des communes de -10 000 habitants n'est pas modifiée (1/10 des communes classés selon l'indice synthétique), mais les seuils sont supprimés.

PLF 2017  
Art 138

## LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE (GARANTIE ET PLAFOND)

- Les communes nouvellement éligibles à la DSU ne pourront bénéficier dès la première année de la part liée à la majoration de la DSU (rappel 180 M€ en 2017).
- Perte d'éligibilité des communes de plus de 10 000 habitants en 2017 : une garantie dégressive pendant 3 ans dont le montant correspondra :
  - En 2017, à 90% du montant de la DSU perçu en 2016,
  - Puis en 2018, à 75% du montant perçu en 2016
  - Enfin, en 2019 à 50% du montant perçu en 2016.
- La réforme des rythmes scolaires a conduit à un financement par l'Etat d'une partie du coût de cette réforme.
  - Il est prévu que les communes qui étaient éligibles à la DSU cible percevaient un montant de compensation supérieur de la part de l'Etat.
  - Le PLF supprimant la DSU cible, il est bien fait mention que ne bénéficieront de ce bonus de financement de la part de l'Etat que les anciennes DSU cible.

# LES PRINCIPALES INCIDENCES

## Réforme de la DSU en 2017 : impacts

Un ajustement des pondérations des critères d'éligibilité  
facteur de fortes évolutions entre communes

Un recentrage de la DSU qui va conduire à une exclusion  
de 94 communes en 2017

Une réduction des effets de seuils assortie d'une réduction  
de l'évolution de la DSU pour les anciennes DSU cible

# IMPACT DE L'AJUSTEMENT DES PONDERATIONS DU CRITERES D'ELIGIBILITE A LA DSU (COMMUNES DE PLUS DE 10 000 HABITANTS)

- L'évolution des pondérations de l'indice se traduit dans l'évolution des rangs des communes entre 2016 et 2017.
- 380 communes subiraient une réduction de leur rang (le changement de pondération est bénéfique) par rapport à 2016 (sur un total de 751 communes éligibles à la DSU +10 000 habitants).
- A contrario, 368 communes bénéficieraient d'une hausse de leur rang dans le classement de la DSU.
- En termes de nombre de communes, on observe une répartition équitable entre gagnants et perdants à la réforme de l'indice. En revanche, la population totale des gagnants au changement de pondération est très largement supérieure à celle des perdants.

POSITIONNEMENT REFORME INDICE	POPULATION	EN %	NOMBRE DE COMMUNES	EN %
Communes gagnantes à la réforme de l'indice	15 261 414	62%	380	51%
Neutre	76 683	0%	3	0%
Communes perdantes à la réforme de l'indice	9 174 530	37%	368	49%
<b>TOTAL</b>	<b>24 512 627</b>	<b>100%</b>	<b>751</b>	<b>100%</b>

# LES COMMUNES SORTANTES ET ENTRANTES (COMMUNES DE PLUS DE 10 000 HABITANTS)

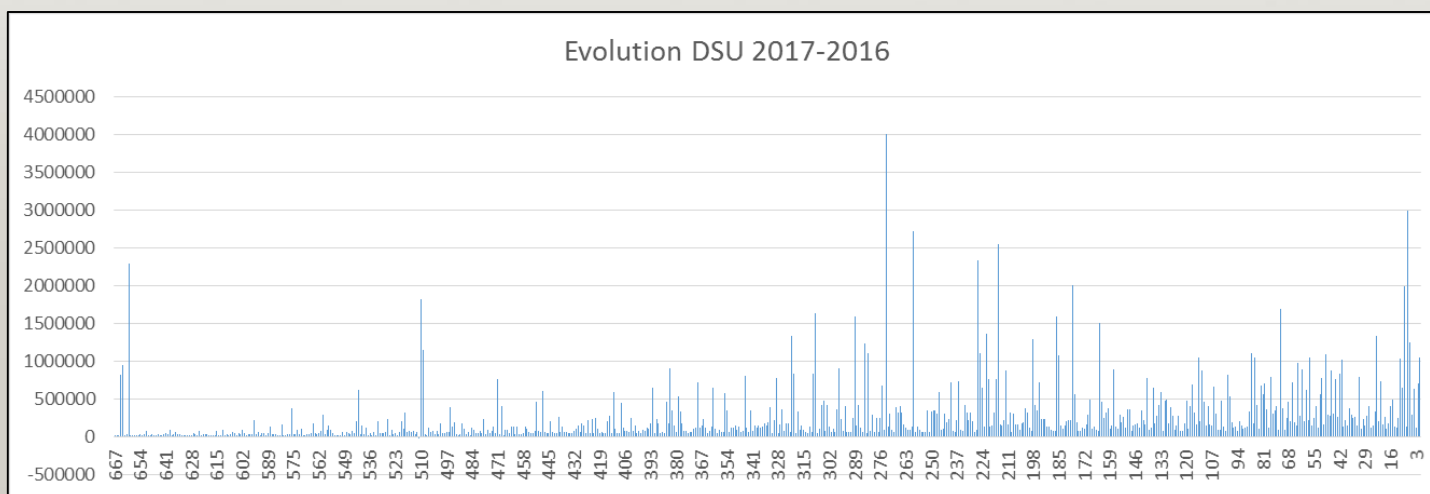
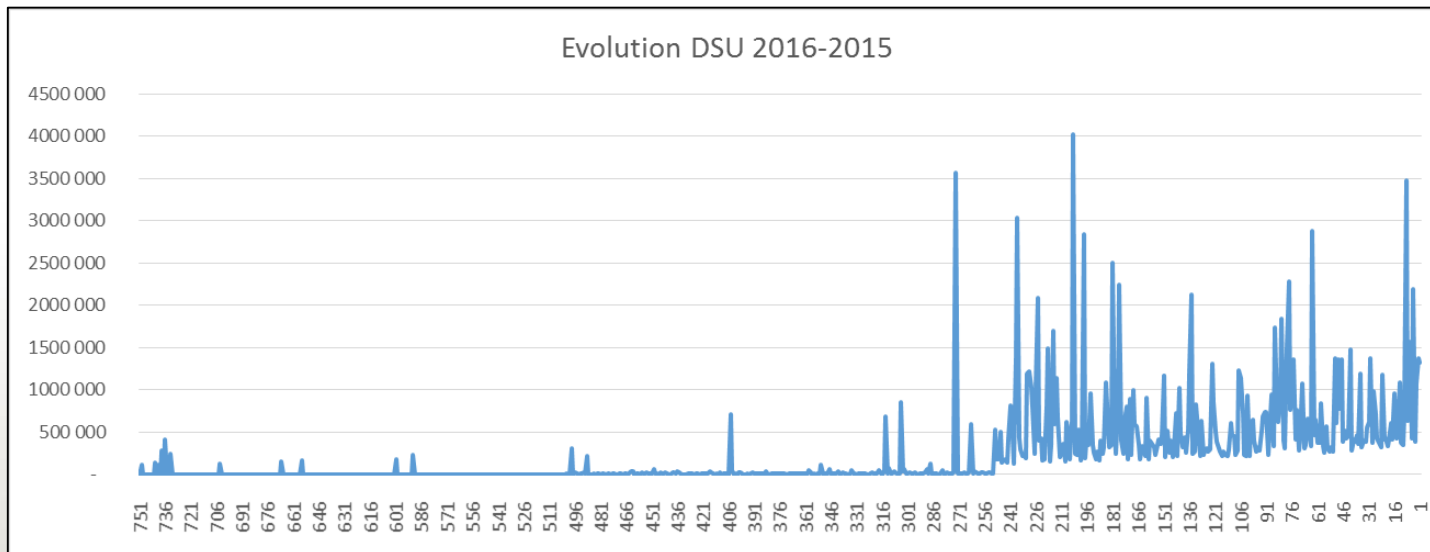
- On dénombre un total de 84 communes sortantes de la DSU en 2017

DSU SORTANT	POPULATION	NOMBRE DE COMMUNES	EN %
Communes sortantes	2 185 061	94	100%
Communes entrantes	62 269	3	33%

# ABSENCE D'INCIDENCE SUR LA DOTATION AU TITRE DES RYTHMES SCOLAIRES

- Les 250 communes les mieux classées au titre de l'indice synthétique de ressources et des charges parmi les communes de + de 10 000 habitants continuent à bénéficier de l'octroi du bonus versé au titre de la mise en place des nouveaux rythmes scolaires
- Il en est de même pour les 30 communes les mieux classées parmi les communes de moins de 10 000 habitants.

# L'IMPACT SUR LA REDISTRIBUTION DE L'EVOLUTION DE LA DSU



## EVOLUTION DE LA DSU

	Dotation de solidarité urbaine*	
	2016	2017
AMBARES-ET-LAGRAVE	160 056	206 013
AMBES	0	0
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	0	0
BASSENS	0	0
BEGLES	652 974	749 402
BLANQUEFORT	0	0
BORDEAUX	0	0
BOULIAC	0	0
BOUSCAT	0	0
BRUGES	0	0
CARBON-BLANC	0	0
CENON	7 692 505	8 518 355
EYSINES	597 139	657 157
FLOIRAC	3 614 921	3 958 136
GRADIGNAN	0	0
HAILLAN	0	0
LORMONT	8 661 272	9 495 655
MARTIGNAS-SUR-JALLE	0	0
MERIGNAC	0	0
PREMPUYRE	0	0
PESSAC	1 317 968	1 552 034
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	0	0
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	0	0
SAINT-MEDARD-EN-JALLES	0	0
SAINT-VINCENT-DE-PAUL	0	0
TAILLAN-MEDOC	0	0
TALENCE	2 071 151	2 310 664
VILLENAVE-D'ORNON	472 842	425 558
<b>TOTAL COMMUNES</b>	<b>25 240 828</b>	<b>27 872 975</b>

# LA DSR

# LA DOTATION DE SOLIDARITE RURALE : TROIS FRACTIONS

Fraction bourg centre

- **La fraction bourg-centre** : communes de moins de 10 000 habitants chef-lieu de canton ou dont la population représente au moins 15% de la population du canton et certains chefs-lieux d'arrondissement de 10 000 à 20 000 habitants.
- La LFI pour 2015 intègre en outre les modifications introduites par la loi du 13 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux avec la suppression de la notion de chef lieu de canton et l'intégration de la notion de bureau centralisateur.



**Les communes devenues inéligibles à la DSR en raison de leur perte du statut d'arrondissement deviennent à nouveau éligibles.**

Fraction péréquation

- **La fraction péréquation** : communes de moins de 10 000 habitants dont le potentiel financier par habitant est inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant des communes appartenant à la même strate démographique

Fraction cible

- **Éligibilité** : 10 000 premières communes de moins de 10 000 habitants, parmi celles éligibles à au moins l'une des deux premières fractions de la DSR



**Globalement l'enveloppe de la DSR croît de 14,4% en 2017. Cette croissance sera répartie entre les 3 enveloppes mais pas en proportion. Il est à noter que la DSR concerne plus de 95% des communes de moins de 10 000 habitants**

# EVOLUTION DES DOTATIONS DE PEREQUATION

	Dotation de solidarité rurale	
	2016	2017
AMBARES-ET-LAGRAVE	0	0
AMBES	0	0
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	82 378	91 188
BASSENS	52 781	57 956
BEGLES	0	0
BLANQUEFORT	0	0
BORDEAUX	0	0
BOULIAC	28 443	30 717
BOUSCAT	0	0
BRUGES	0	0
CARBON-BLANC	74 606	79 945
CENON	0	0
EYSINES	0	0
FLOIRAC	0	0
GRADIGNAN	0	0
HAILLAN	0	0
LORMONT	0	0
MARTIGNAS-SUR-JALLE	85 159	87 637
MERIGNAC	0	0
PAREMPUYRE	93 422	102 680
PESSAC	0	0
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	80 191	93 348
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	25 220	27 845
SAINT-MEDARD-EN-JALLES	0	0
SAINT-VINCENT-DE-PAUL	14 773	16 602
TAILLAN-MEDOC	119 480	128 745
TALENCE	0	0
VILLENAVE-D'ORNON	0	0
<b>TOTAL COMMUNE</b>	<b>656 453</b>	<b>716 663</b>

# RAPPEL DU FONCTIONNEMENT DE L'ELIGIBILITE A LA PART PRINCIPALE DE DNP

- Les communes qui satisfont cumulativement aux deux conditions suivantes :
  - Avoir un potentiel financier par habitant supérieur de 5% au plus à la moyenne du groupe démographique correspondant ;
  - Avoir un effort fiscal supérieur à la moyenne du groupe démographique correspondant \*.
  
- Les communes de plus de 10 000 habitants qui répondent aux deux conditions suivantes :
  - Avoir un potentiel financier par habitant inférieur ou égal à 85% du potentiel financier du groupe démographique correspondant ;
  - Avoir un effort fiscal\* supérieur à 85% de la moyenne du groupe démographique correspondant.

*\* Le mode de calcul de l'effort fiscal est modifié par la loi de finances 2013*

- Deux autres conditions dérogatoires :
  - Avoir un potentiel financier par habitant supérieur de 5% au plus à la moyenne du groupe démographique correspondant et un taux de CFE égal en n-1 au taux plafond ;
  - Avoir un potentiel financier par habitant supérieur au plus de 5% à la moyenne du groupe démographique correspondant et un effort fiscal compris entre l'effort fiscal moyen des communes du même groupe démographique et 85% de cet effort fiscal moyen. Les communes éligibles à cette seconde condition dérogatoire perçoivent une attribution réduite de moitié\*\*.

*\*\*Abattement de 50%  
uniquement pour ce cas.*

$$\text{Part principale DNP} = \frac{1,05 \times \text{PFin moyen de la strate} - \text{PFin de la commune}}{\text{PFin moyen de la strate}} \times \text{VP} \times \text{Population DGF} \times 0,5$$

# RAPPEL DU FONCTIONNEMENT DE L'ELIGIBILITE A LA MAJORATION DE DNP

- Les communes qui satisfont cumulativement aux trois conditions suivantes :
  - Etre éligibles à la part principale de la DNP ;
  - Compter moins de 200 000 habitants ;
  - Avoir un potentiel fiscal par habitant inférieur de 15% à la moyenne de la strate (ce potentiel fiscal correspond à la somme du potentiel fiscal et des produits communaux et intercommunaux de CVAE, de la taxe additionnelle à la TFNB, des IFR et de la Tascom, et pour les communes appartenant à un EPCI à FPU, il est majoré de l'AC n-1).

$$\text{Majoration DNP} = \frac{\text{PF de la strate} - \text{PF moyen de la commune}}{\text{PF moyen de la strate}} \times \text{VP} \times \text{Population DGF}$$

# EVOLUTION DES DOTATIONS DE PEREQUATION

## Évolution des dotations de péréquation

	Dotation de solidarité urbaine*		Dotation de solidarité rurale		Dotation nationale de péréquation		Total dotations de péréquation			
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	Ecart en €	Variation en %
AMBARES-ET-LAGRAVE	160 056	206 013	0	0	0	0	<b>160 056</b>	<b>206 013</b>	45 957	28,71%
AMBES	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>	0	n/a
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	0	0	82 378	91 188	0	0	<b>82 378</b>	<b>91 188</b>	8 810	10,69%
BASSENS	0	0	52 781	57 956	0	0	<b>52 781</b>	<b>57 956</b>	5 175	9,80%
BEGLES	652 974	749 402	0	0	0	0	<b>652 974</b>	<b>749 402</b>	96 428	14,77%
BLANQUEFORT	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>	0	n/a
BORDEAUX	0	0	0	0	727 382	740 112	<b>727 382</b>	<b>740 112</b>	12 730	1,75%
BOULIAC	0	0	28 443	30 717	0	0	<b>28 443</b>	<b>30 717</b>	2 274	7,99%
BOUSCAT	0	0	0	0	135 425	121 883	<b>135 425</b>	<b>121 883</b>	-13 543	-10,00%
BRUGES	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>	0	n/a
CARBON-BLANC	0	0	74 606	79 945	0	0	<b>74 606</b>	<b>79 945</b>	5 339	7,16%
CENON	7 692 505	8 518 355	0	0	226 780	204 102	<b>7 919 285</b>	<b>8 722 457</b>	803 172	10,14%
EYSINES	597 139	657 157	0	0	157 628	141 865	<b>754 767</b>	<b>799 023</b>	44 256	5,86%
FLOIRAC	3 614 921	3 958 136	0	0	0	0	<b>3 614 921</b>	<b>3 958 136</b>	343 215	9,49%
GRADIGNAN	0	0	0	0	1 338	1 338	<b>1 338</b>	<b>1 338</b>	0	n/a
HAILLAN	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>	0	n/a
LORMONT	8 661 272	9 495 655	0	0	7 259	6 533	<b>8 668 531</b>	<b>9 502 188</b>	833 657	9,62%
MARTIGNAS-SUR-JALLE	0	0	85 159	87 637	0	0	<b>85 159</b>	<b>87 637</b>	2 478	2,91%
MERIGNAC	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>	0	n/a
PAREMPUYRE	0	0	93 422	102 680	0	0	<b>93 422</b>	<b>102 680</b>	9 258	9,91%
PESSAC	1 317 968	1 552 034	0	0	416 216	374 594	<b>1 734 184</b>	<b>1 926 629</b>	192 445	11,10%
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	0	0	80 191	93 348	0	0	<b>80 191</b>	<b>93 348</b>	13 157	16,41%
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	0	0	25 220	27 845	0	0	<b>25 220</b>	<b>27 845</b>	2 625	10,41%
SAINT-MEDARD-EN-JALLES	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>	<b>0</b>	0	n/a
SAINT-VINCENT-DE-PAUL	0	0	14 773	16 602	0	0	<b>14 773</b>	<b>16 602</b>	1 829	12,38%
TAILLAN-MEDOC	0	0	119 480	128 745	0	0	<b>119 480</b>	<b>128 745</b>	9 265	7,75%
TALENCE	2 071 151	2 310 664	0	0	621 246	559 121	<b>2 692 397</b>	<b>2 869 786</b>	177 389	6,59%
VILLENAVE-D'ORNON	472 842	425 558	0	0	253 370	228 033	<b>726 212</b>	<b>653 591</b>	-72 621	-10,00%
<b>TOTAL COMMUNES</b>	<b>25 240 828</b>	<b>27 872 975</b>	<b>656 453</b>	<b>716 663</b>	<b>2 546 644</b>	<b>2 377 582</b>	<b>28 443 925</b>	<b>30 967 220</b>	<b>2 523 295</b>	<b>8,87%</b>

# EVOLUTION DE LA DGF DES COMMUNES

Dotation globale de fonctionnement								
	Dotation forfaitaire		Dotations de péréquation		Total DGF			
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	Ecart en €	Variation en %
AMBARES-ET-LAGRAVE	1 104 538	882 308	160 056	206 013	1 264 594	1 088 320	-176 274	-13,94%
AMBES	42 929	-52 936	0	0	42 929	-52 936	-95 865	-223,31%
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	511 968	393 043	82 378	91 188	594 346	484 231	-110 115	-18,53%
BASSENS	293 321	76 288	52 781	57 956	346 102	134 244	-211 858	-61,21%
BEGLES	2 962 288	2 507 378	652 974	749 402	3 615 262	3 256 780	-358 482	-9,92%
BLANQUEFORT	735 073	327 626	0	0	735 073	327 626	-407 447	-55,43%
BORDEAUX	39 901 678	35 392 292	727 382	740 112	40 629 060	36 132 404	-4 496 656	-11,07%
BOULIAC	193 267	131 841	28 443	30 717	221 710	162 557	-59 153	-26,68%
BOUSCAT	2 782 872	2 456 893	135 425	121 883	2 918 297	2 578 775	-339 522	-11,63%
BRUGES	986 638	681 405	0	0	986 638	681 405	-305 233	-30,94%
CARBON-BLANC	515 702	393 888	74 606	79 945	590 308	473 833	-116 475	-19,73%
CENON	3 574 924	3 219 192	7 919 285	8 722 457	11 494 209	11 941 649	447 440	3,89%
EYSINES	2 221 693	1 947 765	754 767	799 023	2 976 460	2 746 787	-229 673	-7,72%
FLOIRAC	2 537 104	2 269 192	3 614 921	3 958 136	6 152 025	6 227 328	75 303	1,22%
GRADIGNAN	2 377 068	2 018 402	1 338	1 338	2 378 406	2 019 740	-358 666	-15,08%
HAILLAN	454 640	246 518	0	0	454 640	246 518	-208 122	-45,78%
LORMONT	3 435 828	3 071 951	8 668 531	9 502 188	12 104 359	12 574 139	469 780	3,88%
MARTIGNAS-SUR-JALLE	881 980	740 389	85 159	87 637	967 139	828 026	-139 113	-14,38%
MERIGNAC	6 272 615	5 138 663	0	0	6 272 615	5 138 663	-1 133 952	-18,08%
PAREMPUYRE	704 858	607 536	93 422	102 680	798 280	710 216	-88 064	-11,03%
PESSAC	6 639 772	5 876 848	1 734 184	1 926 629	8 373 956	7 803 477	-570 479	-6,81%
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	373 336	272 550	80 191	93 348	453 527	365 898	-87 629	-19,32%
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	218 371	193 919	25 220	27 845	243 591	221 764	-21 827	-8,96%
SAINT-MEDARD-EN-JALLES	1 916 295	1 410 739	0	0	1 916 295	1 410 739	-505 556	-26,38%
SAINT-VINCENT-DE-PAUL	87 284	74 881	14 773	16 602	102 057	91 484	-10 573	-10,36%
TAILLAN-MEDOC	651 589	532 107	119 480	128 745	771 069	660 852	-110 217	-14,29%
TALENCE	5 405 204	4 939 277	2 692 397	2 869 786	8 097 601	7 809 062	-288 539	-3,56%
VILLENAVE-D'ORNON	3 279 833	2 867 408	726 212	653 591	4 006 045	3 520 999	-485 046	-12,11%
<b>TOTAL COMMUNES</b>	<b>91 062 668</b>	<b>78 617 362</b>	<b>28 443 925</b>	<b>30 967 220</b>	<b>119 506 593</b>	<b>109 584 582</b>	<b>-9 922 011</b>	<b>-8,30%</b>

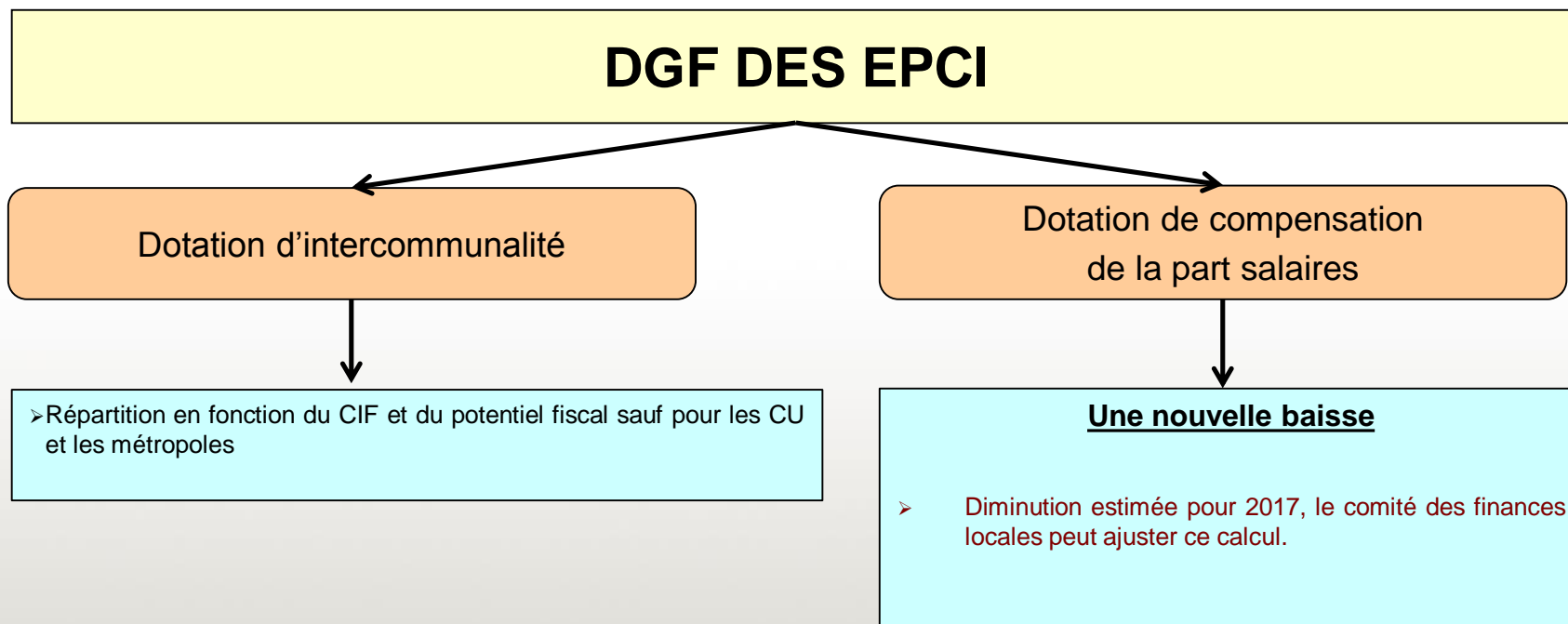
# LA DGF DES EPCI

# EVOLUTION DES PERIMETRES INTERCOMMUNAUX

	2016	2017	Ecart	
			en nombre	en %
Population totale des EPCI	68 112 014	68 308 456	+196 442	+0,3%
Nombre d'EPCI	2 040	1 223	-817	-40,0%
Population moyenne d'un EPCI	33 388	<b>55 853</b>	+22 465	+67,3%
Nombre de communes membres d'un EPCI	35 729	35 751	+22	+0,1%
Nombre de communes moyennes dans un EPCI	18	29	+12	+66,9%

- Au regard des périmètres transmis, la population totale des EPCI en métropole ne devrait que très légèrement évoluer.
- Peu de communes isolées en 2016 rejoindraient un EPCI en 2017 (22 communes).
- La conséquence des SDCI se retrouve bien plus dans la réduction drastique du nombre d'EPCI (-40%), qui conduit à la création d'intercommunalités à la taille bien plus importante, que ce soit en matière de population (*la population moyenne d'un EPCI augmentant de 67,3%*) ou en nombre de communes (*augmentation moyenne de 67%*).

# LA COMPOSITION DE LA DGF DES EPCI



DOTATION D'INTERCOMMUNALITE PAR CATEGORIE		
En €/hab	Depuis 2011	2017
CA	45,40	48,08
CC fiscalité additionnelle	20,05	20,05
CC fiscalité professionnelle unique bonifiée	34,06	34,06
CC fiscalité professionnelle unique simple	24,48	24,48
CU et métropoles	60,00	60,00

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Réduction annuelle	-1,45%	-1,83%	-1,06%	-2,75%	-1,94%	-1,75%
Réduction cumulée	-1,45%	-3,25%	-4,28%	-6,91%	-8,72%	-10,34%

PLF 2017  
Art 138

# ABANDON DU COEFFICIENT DE MUTUALISATION

- La loi Maptam avait institué un coefficient de mutualisation qui devait faire l'objet d'un rapport en juin 2014 du gouvernement qui n'a jamais été remis. Le coefficient de mutualisation devait être constitué par le rapport entre les dépenses de personnel liées aux services fonctionnel de l'EPCI rapportées à ces mêmes dépenses totalisées pour la communauté et les communes membres.
- Les inspections générales des finances et de l'administration avaient remis un rapport en janvier 2015 proposant une substitution par un coefficient d'intégration et de mutualisation.
- Le PLF 2017 supprime définitivement le coefficient de mutualisation.

# EVOLUTION DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT DE LA METROPOLE

Évolution de la dotation globale de fonctionnement de la Métropole				
	2016	2017	Ecart en €	Variation en %
<b>Dotation d'intercommunalité avant minoration</b>	<b>67 783 804</b>	<b>67 783 804</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
<b>Contribution au redressement des finances publiques</b>				
2014	-6 023 428	-6 023 428	0	0,00%
2015	-14 805 210	-14 805 210	0	0,00%
2016	-14 339 921	-14 339 921	0	0,00%
2017	0	-7 169 961	-7 169 961	n/a
<b>Total contributions</b>	<b>-35 168 559</b>	<b>-42 338 520</b>	<b>-7 169 961</b>	<b>20,39%</b>
<b>Dotation d'intercommunalité à percevoir</b>	<b>32 615 245</b>	<b>25 445 285</b>	<b>-7 169 961</b>	<b>-21,98%</b>
<b>Dotation de compensation</b>	<b>129 123 171</b>	<b>127 286 318</b>	<b>-1 836 853</b>	<b>-1,42%</b>
<b>Total DGF</b>	<b>161 738 416</b>	<b>152 731 603</b>	<b>-9 006 813</b>	<b>-5,57%</b>

- La dotation d'intercommunalité de Bordeaux Métropole à percevoir en 2017 s'établit à 25,4M€, soit une réduction de près de 7,2M€ par rapport à 2016, montant qui correspond à la contribution au redressement des finances publiques (dont l'impact sera affiné dans les semaines à venir).
- La dotation de compensation diminuera quant à elle de 1,75% en 2017 par rapport à 2016 (hors part DCTP qui reste figée). Cela induit une réduction d'environ 1,84M€ pour la Métropole.
- Au global, le niveau de la DGF à percevoir en 2016 sera près de 9,0M€ inférieur au niveau de 20163, ce qui correspond à une baisse d'environ 5,6%.



# VALIDATION DE LA DOTATION DE COMPENSATION VERSEE ENTRE 2012 et 2014 (EXTINCTION DU CONTENTIEUX TASCOM)

- Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, sont validés les arrêtés préfectoraux pris au titre des exercices 2012, 2013 et 2014 constatant le prélèvement opéré sur le montant de la dotation de compensation au titre de la TASCOM 2010.
- Cet article vise à valider les montants de dotation de compensation attribués aux communes et aux EPCI entre 2012 et 2014 afin de mettre un terme à la multiplication de contentieux fondés sur une malfaçon législative. La nécessité de clarifier l'intention initiale du législateur, l'ampleur des contentieux en cours et du désordre administratif qui en résulterait ainsi que le montant très élevé des pertes potentielles pour le budget de l'État ont été estimés constituer d'impérieux motifs d'intérêt général qui autorisent le législateur à prendre la mesure de validation proposée.

# SYNTHESE DE L'EVOLUTION DE LA DGF DU TERRITOIRE

Synthèse de l'évolution de la DGF du territoire				
	2016	2017	Ecart en €	Variation en %
AMBARES-ET-LAGRAVE	1 264 594	1 088 320	-176 274	-13,94%
AMBES	42 929	-52 936	-95 865	-223,31%
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	594 346	484 231	-110 115	-18,53%
BASSENS	346 102	134 244	-211 858	-61,21%
BEGLES	3 615 262	3 256 780	-358 482	-9,92%
BLANQUEFORT	735 073	327 626	-407 447	-55,43%
BORDEAUX	40 629 060	36 132 404	-4 496 656	-11,07%
BOULIAC	221 710	162 557	-59 153	-26,68%
BOUSCAT	2 918 297	2 578 775	-339 522	-11,63%
BRUGES	986 638	681 405	-305 233	-30,94%
CARBON-BLANC	590 308	473 833	-116 475	-19,73%
CENON	11 494 209	11 941 649	447 440	3,89%
EYSINES	2 976 460	2 746 787	-229 673	-7,72%
FLOIRAC	6 152 025	6 227 328	75 303	1,22%
GRADIGNAN	2 378 406	2 019 740	-358 666	-15,08%
HAILLAN	454 640	246 518	-208 122	-45,78%
LORMONT	12 104 359	12 574 139	469 780	3,88%
MARTIGNAS-SUR-JALLE	967 139	828 026	-139 113	-14,38%
MERIGNAC	6 272 615	5 138 663	-1 133 952	-18,08%
PAREMPUYRE	798 280	710 216	-88 064	-11,03%
PESSAC	8 373 956	7 803 477	-570 479	-6,81%
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	453 527	365 898	-87 629	-19,32%
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	243 591	221 764	-21 827	-8,96%
SAINT-MEDARD-EN-JALLES	1 916 295	1 410 739	-505 556	-26,38%
SAINT-VINCENT-DE-PAUL	102 057	91 484	-10 573	-10,36%
TAILLAN-MEDOC	771 069	660 852	-110 217	-14,29%
TALENCE	8 097 601	7 809 062	-288 539	-3,56%
VILLENAVE-D'ORNON	4 006 045	3 520 999	-485 046	-12,11%
<b>TOTAL COMMUNE</b>	<b>119 506 593</b>	<b>109 584 582</b>	<b>-9 922 011</b>	<b>-8,30%</b>
<b>BORDEAUX METROPOLE</b>	<b>161 738 416</b>	<b>152 731 603</b>	<b>-9 006 813</b>	<b>-5,57%</b>
<b>TOTAL TERRITOIRE</b>	<b>281 245 009</b>	<b>262 316 185</b>	<b>-18 928 824</b>	<b>-6,73%</b>

# ***LES VARIABLES D'AJUSTEMENT DE L'ENVELOPPE NORMEE***

# LE BESOIN DE FINANCEMENT PAR LES VARIABLES D'AJUSTEMENT

Besoin de financement par les variables d'ajustement en Millions d'euros		
	PLF initial	Après amendement
Financement de l'abondement de l'enveloppe DGF (péréquation)	159	190
Financement des CA	70	0
Divers	8	8
Total DGF	237	198
Evolution mission RCT	8	8
Divers	1	1
Hausse des compensations d'exo	542	542
Total	787	749

- En définitive l'Etat met à la charge des collectivités locales un montant de 589M€ et prend à sa charge 160M€.

# ELARGISSEMENT DES DOTATIONS VARIABLES D'AJUSTEMENT

Compensation d'exonération variables d'ajustement	2015	2016	2017 avant minorati on	2017 définitif	2017 définitif/201 7 avant minoration	Taux de minoration
Compensation d'exonération fiscales (bloc communal)	194	137	182	57	-125	-68,79%
Dotation unique de compensation de la taxe professionnelle (bloc communal)	193	163	163	51	-112	-68,79%
Dotation de compensation transfert de fiscalité (dpt et rég)	172	145	145	0	-145	-100,00%
-dont Dpts	139	117	117	48	-69	-58,90%
-dont Rég	33	28	28	6	-22	-78,74%
<b>Total variables d'ajustement périmètre 2016</b>	<b>559</b>	<b>445</b>	<b>490</b>	<b>108</b>	<b>-382</b>	<b>-78,03%</b>
FDPTP (bloc communal)	425	423	423	389	-34	-8,02%
DCRTP départements	1 460	1 460	1 460	1 307	-153	-10,49%
DCRTP régions	674	674	674	618	-56	-8,37%
Dotation de compensation transfert de fiscalité résiduels dpts	389	389	389	389	0	-0,13%
Dotation de compensation transfert de fiscalité résiduels régions	94	94	94	94	0	-0,07%
<b>Total variables d'ajustement ajoutées en 2017</b>	<b>3 042</b>	<b>3 040</b>	<b>3 040</b>	<b>2 850</b>	<b>-190</b>	<b>-6,25%</b>
<b>Total variables d'ajustement</b>	<b>3 601</b>	<b>3 485</b>	<b>3 530</b>	<b>2 958</b>	<b>-572</b>	<b>-16,21%</b>

# LES COMPENSATION D'EXONERATION ET AUTRES DOTATIONS SERVANT DE VARIABLE D'AJUSTEMENT

- Au total, les minorations seront de près de 40% pour les dotations du bloc communal servant de variables d'ajustement dont le FDPTP versé aux départements (avec incidence indirecte sur les « communes défavorisées »).
- Ne sont pas variables d'ajustement les compensations d'exonérations suivantes :
  - La compensation de TH personnes défavorisées : elle va monter fortement en puissance en 2017 en raison des exonérations accordées en 2016 qui ont conduit à une réduction très significatives des bases. La croissance de la compensation sera en moyenne de 46%. Elle passe de 1,465Mds€ à 1,997Mds€.
  - La compensation d'exo de TFNB terrains agricoles
  - La compensation de l'exonération de 30% de TFB dans les territoires politique de la ville (le taux de minoration 2016 demeure)

# ***AUTRES DOTATIONS***

# ABONDEMENT DE LA DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE

LFI 2017  
Art 51 et 141

La dotation politique de la ville, substituée à la dotation de développement urbain par la loi de finances pour 2015 est réservée à 120 villes de plus de 10 000 habitants éligibles à la DSU, caractérisées par une proportion de leur population classée dans zones prioritaires de la politique de la ville (à titre exceptionnel, la population prise en compte en 2016 correspond à celle de 2014) et faisant partie du périmètre d'intervention de l'ANRU, classées selon un indice synthétique de richesse et de charges

- La répartition des crédits au bénéfice des communes éligibles (ou de leur EPCI en cas d'exercice de la compétence politique de la ville) est effectuée par département par le Préfet sur la base des projets. Depuis la loi de finances pour 2015, les actions éligibles à un financement doivent désormais s'inscrire dans la programmation des contrats de ville, conclus à l'échelle intercommunale entre, d'une part, l'Etat et ses établissements publics et, d'autre part, les communes et EPCI à fiscalité propre concernés. Cette dotation jusque là dotée de 100M€ d'euros en 2016 est portée à 150M€ en 2017 et va désormais bénéficier à 180 villes au lieu de 120.
- Les villes potentiellement éligibles font partie des 250 premières communes du classement DSU selon un indice de richesse et de charges par ailleurs inchangé. Les communes éligibles sont les premières classées selon un indice synthétique de ressources et de charges composé du potentiel financier par habitant, du revenu par habitant, de la proportion de bénéficiaires d'aides au logement dans le nombre total des logements de la commune et qui satisfont aux conditions suivantes :
  - La population qui sera prise en compte n'est plus celle des ZUS mais des Quartiers politique de la ville, la proportion minimale de population résidant dans ces quartiers devant s'élever à 19% (20% ZUS jusque là).
  - Les villes figurant dans l'arrêté du 29 avril 2015 et visées en priorité par le programme ANRU 2.

# ABONDEMENT DU FONDS DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL

LFI 2016  
Art 141

Le fonds de soutien à l'investissement local, créé en 2016, doté de 1 milliards d'euros en autorisations d'engagement est abondé pour atteindre 1,2Mds en 2017 (169M€ en crédits de paiement). Il se répartit en 3 enveloppes :

- ❑ 600 millions d'euros (contre 500 en 2016) pour les communes et EPCI distribués par les préfets sur des projets d'investissement (dont 150M€ sont destinés aux projets à inscrire dans les contrats conclus entre l'Etat et les métropoles en vue de favoriser le développement de ces dernières) :
  - De rénovation thermique, de transition énergétique et de développement des énergies renouvelables
  - De mise aux norme des équipements publics
  - De développement d'infrastructures en faveur de la mobilité
  - De construction de logements
  - De réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement de la population
  - Développement du numérique et de la téléphonie mobile (ajouté en 2017)
  - Sécurisation des équipements publics (ajouté en 2017)
- ❑ 300 millions d'euros distribués par les préfets pour les communes de moins de 50 000 habitants et appartenant à des unités urbaines de moins de 50 000 habitants et à leurs EPCI. Lorsque les opérations concernées relèvent d'une compétence transférée par une commune éligible à un EPCI à fiscalité propre, celui-ci peut bénéficier, sur décision du représentant de l'Etat dans la région, d'une subvention au titre de cette seconde part.
- ❑ 384 millions d'euros au titre de la DETR pour la porter à 1Mds€ (contre 800M€ en 2016) et 216M€ pour financer les contrats de ruralité (dont 10% pourront être inscrits en fonctionnement pour financer des études préalables).

# LE FPIC

# ***EVOLUTIONS INTERVENANT AU PLAN NATIONAL***

# LE FPIC EN 2017

**LFI 2017**  
**Art 143**

## CONTRIBUTION

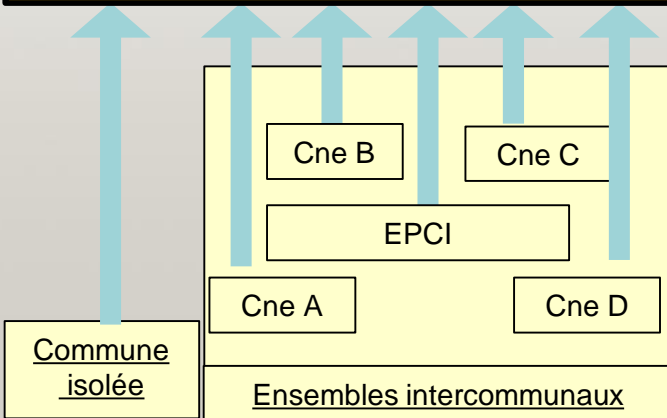
FPIC + FSRIF plafonnés à **14%** (au lieu de 13% en 2016) des ressources fiscales perçues (n-1).

Montant de la contribution déterminé en fonction de l'indice synthétique composé à :

**75 %**, écart relatif à 90 % du potentiel financier agrégé moyen par habitant en prenant en compte la population corrigée par un coefficient logarithmique

**25 %**, écart relatif au revenu moyen par habitant calculé à partir de la population INSEE

**Eligibilité au prélèvement lorsque le PFIA \* est supérieur à 90% du PFIAM \*\***



## FPIC

150 M€ en 2012  
360 M€ en 2013  
570 M€ en 2014  
780 M€ en 2015  
1 000 M€ en 2016

**1 000 M€ en 2017**  
**2% des recettes 2018**  
**(à minima 1 170 M€)**

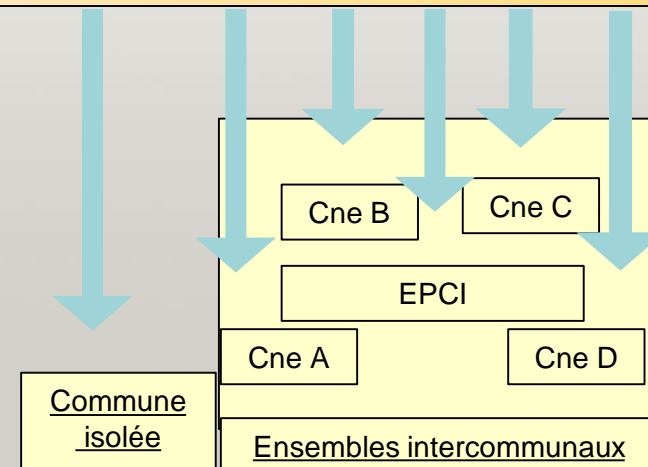
## ATTRIBUTION

**Si effort fiscal > 0,90 en 2015 puis 1 en 2016**

En fonction de :

**Indice synthétique de charges**

Reversement tient compte d'un indice synthétique  
20% Rapport du potentiel PFIAM/PFIA  
60% Rapport du revenu RMN hab/RM hab territoire  
20% Rapport effort fiscal : EF/EFM

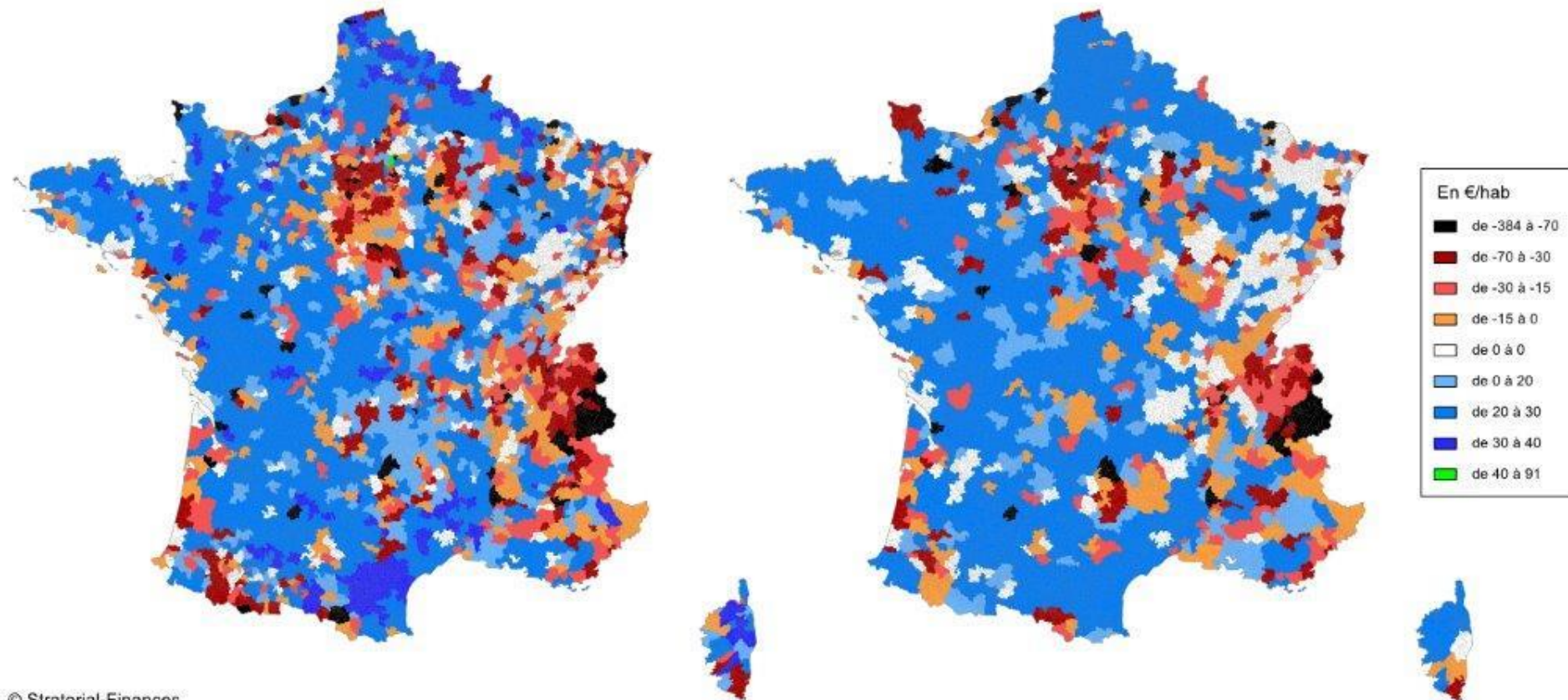


\* Potentiel financier agrégé \*\* Potentiel financier agrégé moyen national

# CONSEQUENCES DES MODIFICATION DE PERIMETRE INTERCOMMUNAL SUR LE FPIC

FPIC 2016

SIMULATION FPIC 2017



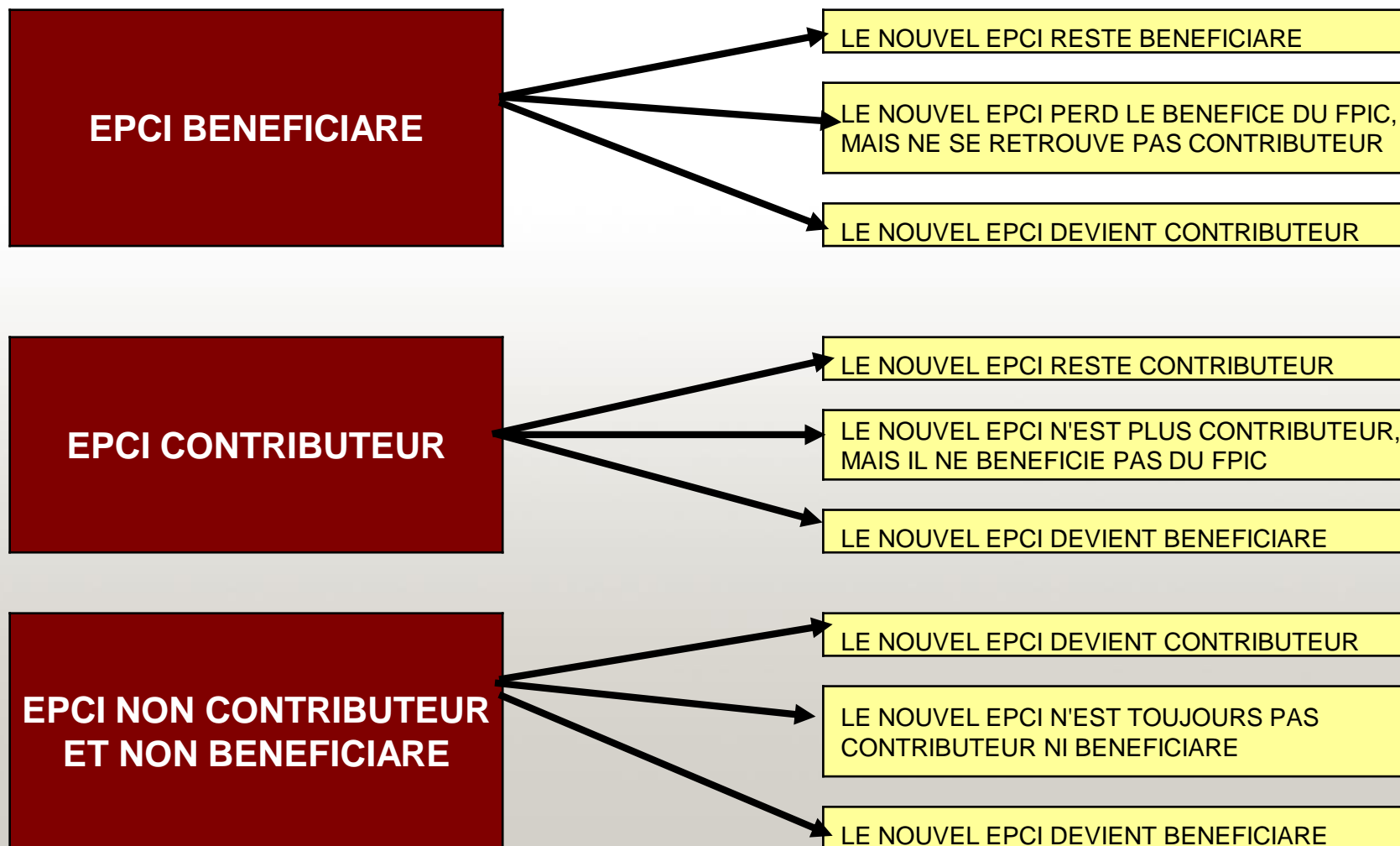
© Stratorial-Finances

La modification du paysage intercommunal se traduira en 2017 par une réduction du montant par habitant à percevoir par les territoires bénéficiaires et une augmentation moyenne par habitant des territoires contributeurs. Les fusions se traduiront pour les communes très fréquemment par un changement dans le niveau de contribution à verser ou d'attribution à percevoir, voire le passage de l'un à l'autre. Les cartes retraçant le FPIC net + en cas de versement net et - en cas de contribution nette permettent de figurer les modifications qui seront à l'oeuvre.

# EVOLUTION DU FPIC 2016-2017

SITUATION 2016

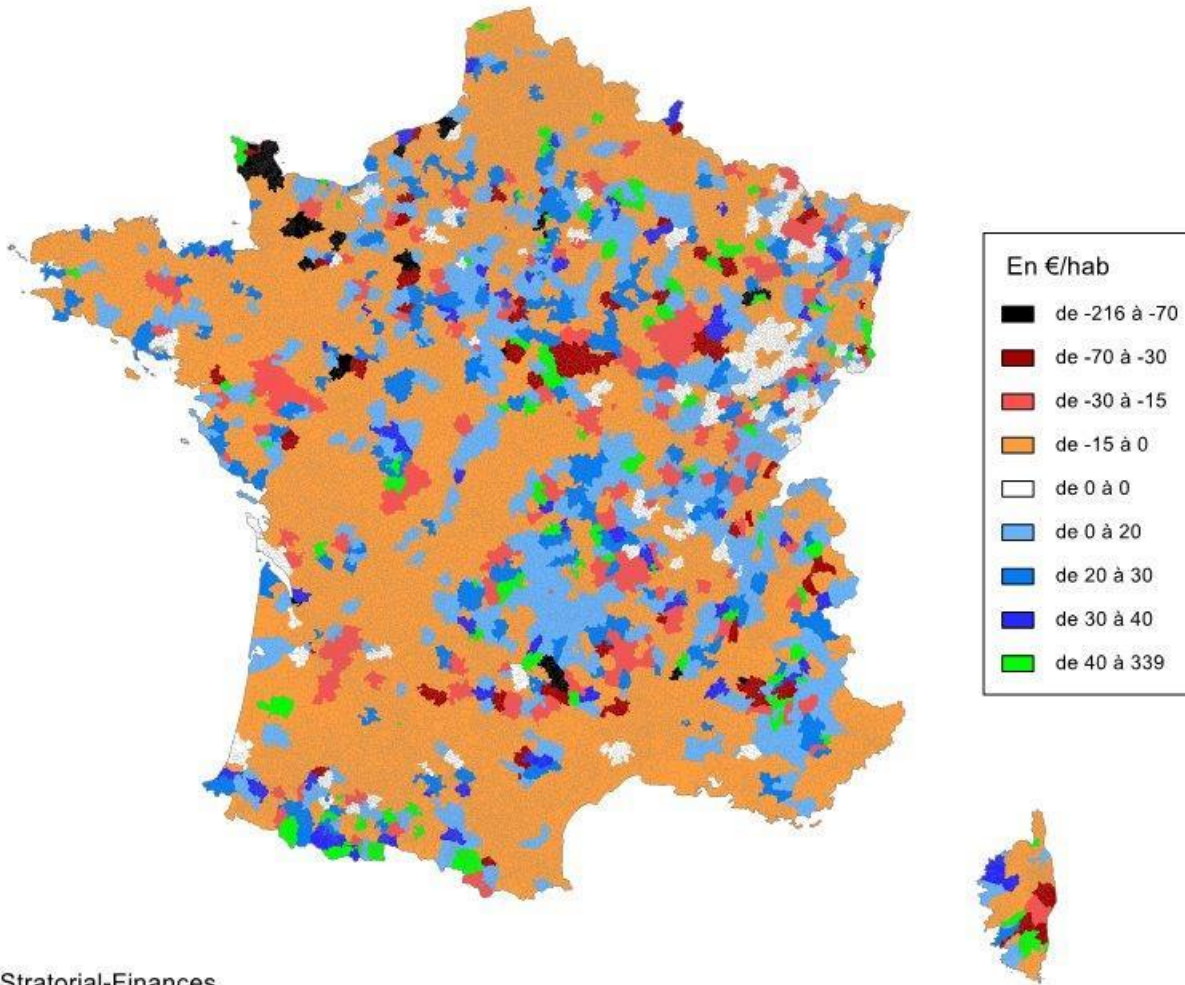
SITUATION 2017



- Les EPCI qui perdent le bénéfice du FPIC disposeront d'une garantie équivalente à 50% du montant de 2016 et qui sera répartie entre toutes les communes du nouvel EPCI.

# VARIATION DU FPIC PAR HABITANT

IMPACTS DE L'EVOLUTION DU FPIC 2017-2016 :  
VARIATION EN €/HAB



Borne	Ecart
De -385 à -70	343
De -70 à -30	668
De -30 à -15	2444
De -15 à 0	20153
De 0 à 0	1846
De 0 à 20	5987
De 20 à 30	2530
De 30 à 40	765
De 40 à 400	1015
<b>Total</b>	<b>35751</b>

*REPARTITION AU SEIN  
DE BORDEAUX METROPOLE*

# IMPACT DU FPIC SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE

Répartition contribution FPIC				
	2016	2017	Ecart en €	Variation en %
AMBARES-ET-LAGRAVE	-116 169	-129 756	-13 587	11,70%
AMBES	-39 512	-44 134	-4 621	11,70%
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	-62 312	-69 599	-7 288	11,70%
BASSENS	-83 273	-93 012	-9 739	11,70%
BEGLES	-220 695	-246 506	-25 812	11,70%
BLANQUEFORT	-181 274	-202 475	-21 201	11,70%
BORDEAUX	-2 405 019	-2 686 302	-281 283	11,70%
BOULIAC	-29 408	-32 848	-3 440	11,70%
BOUSCAT	-179 720	-200 739	-21 019	11,70%
BRUGES	-147 043	-164 241	-17 198	11,70%
CARBON-BLANC	-59 270	-66 202	-6 932	11,70%
CENON	0	0	0	n/a
EYSINES	-163 057	-182 127	-19 071	11,70%
FLOIRAC	0	0	0	n/a
GRADIGNAN	-193 381	-215 998	-22 617	11,70%
HAILLAN	-93 159	-104 055	-10 896	11,70%
LORMONT	0	0	0	n/a
MARTIGNAS-SUR-JALLE	-65 055	-72 664	-7 609	11,70%
MERIGNAC	-623 961	-696 938	-72 976	11,70%
PAREMPUYRE	-55 799	-62 326	-6 526	11,70%
PESSAC	-474 127	-529 580	-55 452	11,70%
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	-53 255	-59 483	-6 228	11,70%
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	-13 788	-15 400	-1 613	11,70%
SAINT-MEDARD-EN-JALLES	-261 224	-291 776	-30 552	11,70%
SAINT-VINCENT-DE-PAUL	-6 191	-6 915	-724	11,70%
TAILLAN-MEDOC	-68 190	-76 166	-7 975	11,70%
TALENCE	-299 268	-334 269	-35 001	11,70%
VILLENAVE-D'ORNON	-232 694	-259 909	-27 215	11,70%
<b>TOTAL</b>	<b>-6 126 844</b>	<b>-6 843 419</b>	<b>-716 575</b>	<b>11,70%</b>
<b>METROPOLE</b>	<b>-5 930 819</b>	<b>-6 624 468</b>	<b>-693 649</b>	<b>11,70%</b>
<b>TOTAL TERRITOIRE</b>	<b>-12 057 663</b>	<b>-13 467 887</b>	<b>-1 410 224</b>	<b>11,70%</b>

Dégrèvement pris en charge par la Métropole au titre de la DSU cible pour :

- Cenon,
- Floirac
- Lormont

# IMPACT GLOBAL DGF + FPIC

## Synthèse de l'évolution de la DGF nette du FPIC pour le territoire

	DGF		FPIC		Total DGF nette du FPIC			
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	Ecart en €	Variation en %
AMBARES-ET-LAGRAVE	1 264 594	1 088 320	-116 169	-129 756	1 148 425	958 564	-189 860	-16,53%
AMBES	42 929	-52 936	-39 512	-44 134	3 417	-97 069	-100 486	-2941,11%
ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	594 346	484 231	-62 312	-69 599	532 034	414 632	-117 403	-22,07%
BASSENS	346 102	134 244	-83 273	-93 012	262 829	41 232	-221 598	-84,31%
BEGLES	3 615 262	3 256 780	-220 695	-246 506	3 394 567	3 010 274	-384 293	-11,32%
BLANQUEFORT	735 073	327 626	-181 274	-202 475	553 799	125 150	-428 649	-77,40%
BORDEAUX	40 629 060	36 132 404	-2 405 019	-2 686 302	38 224 041	33 446 102	-4 777 939	-12,50%
BOULIAC	221 710	162 557	-29 408	-32 848	192 302	129 709	-62 592	-32,55%
BOUSCAT	2 918 297	2 578 775	-179 720	-200 739	2 738 577	2 378 036	-360 541	-13,17%
BRUGES	986 638	681 405	-147 043	-164 241	839 595	517 164	-322 431	-38,40%
CARBON-BLANC	590 308	473 833	-59 270	-66 202	531 038	407 631	-123 407	-23,24%
CENON	11 494 209	11 941 649	0	0	11 494 209	11 941 649	447 440	3,89%
EYSINES	2 976 460	2 746 787	-163 057	-182 127	2 813 403	2 564 660	-248 743	-8,84%
FLOIRAC	6 152 025	6 227 328	0	0	6 152 025	6 227 328	75 303	1,22%
GRADIGNAN	2 378 406	2 019 740	-193 381	-215 998	2 185 025	1 803 742	-381 284	-17,45%
HAILLAN	454 640	246 518	-93 159	-104 055	361 481	142 463	-219 018	-60,59%
LORMONT	12 104 359	12 574 139	0	0	12 104 359	12 574 139	469 780	3,88%
MARTIGNAS-SUR-JALLE	967 139	828 026	-65 055	-72 664	902 084	755 362	-146 722	-16,26%
MERIGNAC	6 272 615	5 138 663	-623 961	-696 938	5 648 654	4 441 726	-1 206 928	-21,37%
PAREMPUYRE	798 280	710 216	-55 799	-62 326	742 481	647 891	-94 590	-12,74%
PESSAC	8 373 956	7 803 477	-474 127	-529 580	7 899 829	7 273 897	-625 932	-7,92%
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	453 527	365 898	-53 255	-59 483	400 272	306 415	-93 857	-23,45%
SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	243 591	221 764	-13 788	-15 400	229 803	206 364	-23 440	-10,20%
SAINT-MEDARD-EN-JALLES	1 916 295	1 410 739	-261 224	-291 776	1 655 071	1 118 963	-536 108	-32,39%
SAINT-VINCENT-DE-PAUL	102 057	91 484	-6 191	-6 915	95 866	84 569	-11 298	-11,78%
TAILLAN-MEDOC	771 069	660 852	-68 190	-76 166	702 879	584 687	-118 192	-16,82%
TALENCE	8 097 601	7 809 062	-299 268	-334 269	7 798 333	7 474 793	-323 540	-4,15%
VILLENAVE-D'ORNON	4 006 045	3 520 999	-232 694	-259 909	3 773 351	3 261 090	-512 261	-13,58%
<b>TOTAL COMMUNE</b>	<b>119 506 593</b>	<b>109 584 582</b>	<b>-6 126 844</b>	<b>-6 843 419</b>	<b>113 379 749</b>	<b>102 741 163</b>	<b>-10 638 586</b>	<b>-9,38%</b>
<b>BORDEAUX METROPOLE</b>	<b>161 738 416</b>	<b>152 731 603</b>	<b>-5 930 819</b>	<b>-6 624 468</b>	<b>155 807 597</b>	<b>146 107 135</b>	<b>-9 700 462</b>	<b>-6,23%</b>
<b>TOTAL TERRITOIRE</b>	<b>281 245 009</b>	<b>262 316 185</b>	<b>-12 057 663</b>	<b>-13 467 887</b>	<b>269 187 346</b>	<b>248 848 297</b>	<b>-20 339 049</b>	<b>-7,56%</b>

# PRESENTATION DES EFFETS DE LA REDUCTION DE LA DGF

Estimations des impacts de la réduction de la DGF							
	DGF					Ecart 2017-2013	Cumul réductions 2013-2016
	2013	2014	2015	2016	2017		
Ambarès-et-Lagrave	2 009 656	1 866 337	1 557 904	1 264 594	1 088 320	-921 336	-2 261 469
Ambès	277 230	231 366	124 633	42 929	-52 936	-330 166	-762 928
Artigues-près-Bordeaux	923 289	864 035	727 730	594 346	484 231	-439 058	-1 022 814
Bassens	960 802	857 560	603 712	346 102	134 244	-826 558	-1 901 590
Bègles	5 500 238	5 154 782	4 317 012	3 615 262	3 256 780	-2 243 458	-5 657 116
Blanquefort	1 911 404	1 741 974	1 230 894	735 073	327 626	-1 583 778	-3 610 049
Bordeaux	60 056 064	56 754 857	48 828 590	40 629 060	36 132 404	-23 923 660	-57 879 345
Bouliac	370 102	345 799	281 676	221 710	162 557	-207 545	-468 666
Le Bouscat	4 650 628	4 304 836	3 552 567	2 918 297	2 578 775	-2 071 853	-5 248 037
Bruges	1 820 287	1 723 227	1 359 540	986 638	681 405	-1 138 882	-2 530 338
Carbon-Blanc	959 951	892 198	744 016	590 308	473 833	-486 118	-1 139 449
Cenon	11 942 226	11 835 831	11 691 360	11 494 209	11 941 649	-577	-805 855
Eysines	3 984 810	3 816 510	3 394 766	2 976 460	2 746 787	-1 238 023	-3 004 717
Floirac	6 851 724	6 738 938	6 418 204	6 152 025	6 227 328	-624 396	-1 870 401
Gradignan	4 024 794	3 692 920	2 929 949	2 378 406	2 019 740	-2 005 054	-5 078 161
Le Haillan	1 066 311	1 004 173	702 244	454 640	246 518	-819 793	-1 857 669
Lormont	12 236 101	12 255 718	12 196 660	12 104 359	12 574 139	338 038	186 472
Martignas-sur-Jalle	2 026 391	1 494 688	1 226 848	967 139	828 026	-1 198 365	-3 588 863
Mérignac	10 546 481	9 737 682	7 943 772	6 272 615	5 138 663	-5 407 818	-13 093 192
Parempuyre	1 318 521	1 204 537	949 518	798 280	710 216	-608 305	-1 611 533
Pessac	11 542 896	11 024 846	9 663 820	8 373 956	7 803 477	-3 739 419	-9 305 485
Saint-Aubin-de-Médoc	819 307	755 751	567 149	453 527	365 898	-453 409	-1 134 903
Saint-Louis-de-Montferrand	361 883	336 168	276 554	243 591	221 764	-140 119	-369 455
Saint-Médard-en-Jalles	3 556 246	3 347 014	2 639 492	1 916 295	1 410 739	-2 145 507	-4 911 444
Saint-Vincent-de-Paul	167 036	149 928	119 969	102 057	91 484	-75 552	-204 706
Le Taillan-Médoc	1 326 385	1 201 101	919 532	771 069	660 852	-665 533	-1 752 986
Talence	10 527 892	10 078 467	9 076 514	8 097 601	7 809 062	-2 718 830	-7 049 924
Villenave-d'Ornon	5 638 226	5 213 803	4 690 225	4 006 045	3 520 999	-2 117 227	-5 121 832
<b>Total communes</b>	<b>167 376 881</b>	<b>158 625 046</b>	<b>138 734 850</b>	<b>119 506 593</b>	<b>109 584 582</b>	<b>-57 792 299</b>	<b>-143 056 453</b>
<b>Métropole</b>	<b>199 996 294</b>	<b>194 243 739</b>	<b>177 603 096</b>	<b>161 738 416</b>	<b>152 731 603</b>	<b>-47 264 691</b>	<b>-113 668 322</b>
<b>Total Territoire</b>	<b>367 373 175</b>	<b>352 868 785</b>	<b>316 337 946</b>	<b>281 245 009</b>	<b>262 316 185</b>	<b>-105 056 990</b>	<b>-256 724 775</b>

# MESURES DIVERSES

# ***MESURES FISCALES DIVERSES***

# EVOLUTION DES VALEURS LOCATIVES

**PLF 2017  
Art 99**

- Le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives est fixé à 0,4%, plus faible revalorisation historique.

**EVOLUTION DU COEFFICIENT  
DE REVALORISATION DES VALEURS LOCATIVES**

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Coefficient	1,018	1,016	1,025	1,012	1,020	1,018	1,016	1,009	1,009	1,010	1,004

- A compter de 2018, dans l'intervalle de deux actualisations, les valeurs locatives foncières des logements sont majorées de l'inflation de l'année précédente.

# EXONERATION DES DISQUAIRES INDEPENDANTS

PLFR 2016  
Art 23

➤ L'article 24 du PLFR donne la possibilité aux EPCI et aux communes n'appartenant pas à un EPCI à FPU d'exonérer les disquaires indépendants. Cette exonération s'applique alors à la part de CVAE des départements et des régions.

➤ Les départements et les régions peuvent décider de percevoir leur part de CVAE par délibération express



## ELEMENTS D'ADAPTATION DE LA TAXE DE SEJOUR

- Les délibérations en matière de taxe de séjour demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas rapportées ou modifiées par une nouvelle décision
- L'obligation de délibérer avant le 1er octobre s'étend à l'ensemble des délibérations liées à la taxe de séjour .
- Il est prévu une actualisation des taux plancher et plafond en appliquant le taux d'évolution des prix à la consommation des ménages hors tabac de la pénultième année et un rattrapage automatique des tarifs devenus illégaux du fait de la revalorisation annuelle automatique des limites de tarifs

# MESURES PARTICULIERES LIEES AUX EXONERATIONS DE TAXE SUR LE FONCIER BATI

PLF 2017  
Art 94

- Dans le cas où la proportion de logements sociaux est supérieure à 25%, la commune peut s'opposer par délibération aux exonérations de longue de taxe sur le foncier bâti au titre des logements sociaux suite à une construction. Une mesure identique s'applique aux EPCI.

PLF 2017  
Art 95

- Les constructions neuves affectées à l'habitation principale issues des opérations de démolition-reconstruction effectuées dans le cadre d'opérations s'inscrivant dans le cadre de la programmation pour la ville et la rénovation urbaine ne peuvent bénéficier des exonérations lorsque les immeubles auxquels elles se substituent ont bénéficié d'une de ces exonérations et si le nombre total de logements locatifs sociaux, au sens de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation, représente sur le territoire de la commune du lieu de situation de ces constructions au moins 50 % des résidences principales. Cette mesure s'applique uniquement aux opérations débutant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

# MESURES PARTICULIERES LIEES A LA TAXE D'HABITATION

PLF 2017  
Art 96

- Sont exonérés de la taxe d'habitation sur les logements vacants les logements détenus par les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte, et destinés à être attribués sous conditions de ressources.

PLF 2017  
Art 97

- Rappel : dans les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au premier alinéa du I de l'article 232 (zones tendues), le conseil municipal peut, par une délibération, majorer de 20 % la part lui revenant de la cotisation de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale.
- Le dispositif prévoit que la commune peut majorer entre 5% et 60% la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Toutefois, la somme du taux de taxe d'habitation de la commune et du taux de taxe d'habitation de l'EPCI multipliée par le taux de la majoration ne peut excéder le taux plafond de taxe d'habitation (2,5 x le taux moyen national ou départemental si celui-ci est plus élevé). Les communes peuvent, à titre exceptionnel, délibérer jusqu'au 28 février 2017 pour instituer ou moduler la majoration de taxe d'habitation due à compter de 2017 au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale.

***MESURES PORTANT SUR LA FIXATION  
DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION***

# NORMALISATION DE LA PROCEDURE D'ADOPTION DU RAPPORT DE LA CLETC

PLF 2017  
Art 148

Le IV de l'article 1609 nonies C est ainsi modifié :

- **Rédaction actuelle** : « Cette évaluation est déterminée à la date de leur transfert par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, adoptées sur rapport de la commission locale d'évaluation des transferts »
- **Nouvelle rédaction** : « La commission locale chargée d'évaluer les charges transférées remet dans un délai de neuf mois suivant la date du transfert un rapport évaluant le coût net des charges transférées. Ce rapport est approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales prises dans un délai de trois mois suivant la transmission du rapport au conseil municipal par le président de la commission. Le rapport est également transmis à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. »



## 3 innovations importantes :

- Fixation d'un délai pour l'adoption du rapport par la CLETC : 9 mois
- Fixation d'un délai pour le vote des communes
- Obligation de transmission au conseil de communauté

# SUBSTITUTION DE L'ETAT EN CAS DE NON ADOPTION DU RAPPORT DANS LES REGLES

PLF 2017  
Art 148

Le IV de l'article 1609 nonies C est ainsi complété :

- Lorsque le président de la commission n'a pas transmis le rapport précité aux conseils municipaux des communes membres ou à défaut d'approbation de celui-ci dans les conditions susmentionnées, le coût net des charges transférées est constaté par arrêté du représentant de l'État dans le département.
- Il est égal à la moyenne des dépenses figurant sur les comptes administratifs de la collectivité à l'origine du transfert, actualisées en fonction de l'indice des prix hors tabac tel que constaté à la date des transferts sur une période de trois ans précédant le transfert pour les dépenses de fonctionnement et actualisées en fonction de l'indice des prix de la formation brute de capital fixe des administrations publiques, tel que constaté à la date des transferts, sur une période de sept ans précédant le transfert pour les dépenses d'investissement. Il est réduit le cas échéant des ressources afférentes à ces charges »



## 2 incidences importantes :

- Intervention du Préfet en cas défaut d'adoption du rapport ou de non respect de la procédure... ce qui aura pour effet de débloquer certaines situations.
- Prise en compte de la seule référence à un coût de réalisation des dépenses d'investissement sur 7 ans ce qui constitue une approche réductrice

# PRESENTATION PERIODIQUE D'UN RAPPORT SUR L'EVOLUTION DES CHARGES TRANSFEREES

PLF 2017  
Art 148

Le V de l'article 1609 nonies C est ainsi complété :

- Tous les cinq ans, le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente un rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'établissement public de coopération intercommunale.
- Ce rapport donne lieu à un débat au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.



## Les objectifs poursuivis :

- Avoir une meilleure conscience de l'évolution des charges liées aux compétences transférées
- Avoir une meilleure connaissance de la décomposition des coût de l'EPCI

# POSSIBILITE D'UNE ATTRIBUTION DE COMPENSATION D'INVESTISSEMENT

LFR 2016  
Art 26 quinquies

La procédure de révision dérogatoire des attributions de compensation prévue par l'article 1609 nonies C V 1° bis prévoit désormais la possibilité d'inscrire la part relative au renouvellement des biens en AC d'investissement :

- Ancienne rédaction de l'article : *«Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges. »*
- Complément ajouté à l'article : *« Ces délibérations peuvent prévoir d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés, calculé par la commission locale d'évaluation des transferts de charges conformément au cinquième alinéa du IV.*



La rédaction est peu claire dans le cas où l'attribution de compensation est une recette pour la commune : de la lecture du texte il découle l'imputation d'une partie de l'AC en dépense d'investissement alors qu'il s'agit en fait d'établir une attribution de compensation négative correspondant aux charges de renouvellement des équipements.